

## Partis communistes et partis socialistes : quatre expériences de collaboration

### II- Front national et Union de la gauche

André P. Donneur

Volume 8, numéro 1, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700747ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700747ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

#### Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

#### ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

#### Citer cet article

Donneur, A. P. (1977). Partis communistes et partis socialistes : quatre expériences de collaboration : ii- Front national et Union de la gauche. *Études internationales*, 8(1), 3–42. <https://doi.org/10.7202/700747ar>

## PARTIS COMMUNISTES ET PARTIS SOCIALISTES : QUATRE EXPÉRIENCES DE COLLABORATION

### II – FRONT NATIONAL ET UNION DE LA GAUCHE \*

André P. DONNEUR \*\*

La politique de front populaire avait échoué à cause du refus des bourgeoisies anglaise et française de jouer la carte de l'alliance avec l'Union soviétique dans un front antifasciste qui aurait secouru la République espagnole et garanti la sécurité et l'intégrité de la Tchécoslovaquie. À partir du moment où il devint patent, même aux yeux de Staline, que les deux puissances d'Europe occidentale pratiquaient une politique d'apaisement vis-à-vis de l'Allemagne nazie, la politique d'alliance avec les démocraties occidentales et celle de front populaire qui allaient de pair n'étaient plus de mise. Le pacte germano-soviétique d'août 1939 ne mit pas seulement fin aux ouvertures soviétiques vers les démocraties occidentales, mais il imposa à une Internationale communiste, plus que jamais à la remorque de la politique soviétique, l'abandon de la lutte antifasciste et une nouvelle dénonciation à la fois de la démocratie bourgeoise et de la social-démocratie. En mars 1941, alors que l'Europe continentale est sous la domination nazie, un membre du présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Kopenig, n'hésite pas à écrire :

La lutte implacable contre la social-démocratie sous toutes ses formes continue d'être la tâche la plus importante de toutes les forces du prolétariat révolutionnaire <sup>1</sup>.

### III – LE FRONT NATIONAL (1943–1947)

Le 15 mai 1943, le présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste publiait une résolution qui, d'une part, annonçait la dissolution de l'Internationale – qui eut lieu effectivement le 10 juin suivant, après une consultation de pure forme avec les sections nationales – et qui, d'autre part, invitait les masses populaires « sans distinction de parti et de religion » à s'unir « dans les rangs de la puissante coalition anti-hitlérienne ». Dans les pays de

---

\* Voir I<sup>ère</sup> partie : « Front unique et Front populaire », dans *Études internationales*, vol. VII, n° 4, décembre 1976, pp. 542–72. Cet article s'inscrit dans une recherche financée partiellement par la section paneuropéenne CQRI/UQAM.

\*\* *Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.*

1. Cité par Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste : du Komintern au Kominform*, Paris, Maspéro, 1972, p. 355.

l'Axe, les « larges masses » devaient mener un travail de sape, alors que, « dans les pays de la coalition anti-hitlérienne », leur « devoir sacré », et avant tout celui des « ouvriers avancés », était « de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien <sup>2</sup> ».

Ainsi, l'Internationale communiste était solennellement dissoute pour faciliter la formation de fronts nationaux dans chaque pays. De fait, dès le 22 juin 1941, date de l'attaque contre l'URSS par l'Allemagne nazie, l'Internationale communiste avait donné pour directive aux partis communistes de former dans chaque pays des regroupements des mouvements de résistance ou d'adhérer à ceux déjà formés <sup>3</sup>. En Italie, dès octobre 1941, partis communiste et socialiste auxquels se joignait le « Mouvement Justice et Liberté » créaient un « Comité d'action pour l'union du peuple italien ». Mais il faut attendre la toute fin de 1942 pour que soit constitué le Front national d'action qui comprenait les partis communiste, socialiste, d'action (issu du Mouvement Justice et Liberté), démocrate-chrétien et libéral <sup>4</sup>. Le manifeste de ce front paraissait le 27 décembre 1942 dans *l'Unità* ; il faisait appel aux « libéraux, démocrates, communistes, socialistes, républicains, catholiques, fascistes honnêtes » pour exiger au nom du Front national d'action « la paix séparée immédiate » <sup>5</sup>. En France, c'est le 10 janvier 1943 que le général de Gaulle avait pris acte de l'adhésion du parti communiste français au Comité de la France libre qu'il dirigeait, étant entendu que ce parti se subordonnait à la direction gaulliste <sup>6</sup>. En Yougoslavie, le 5 mars 1942, Tito se faisait reprocher par Moscou son refus de constituer « un Front national véritable de tous les ennemis d'Hitler et de Mussolini <sup>7</sup> ». Tout en refusant de coopérer avec les résistants monarchistes, les tchétniks, le parti communiste yougoslave constituait à la toute fin de 1942 le Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie qui comprenait, aux côtés des communistes, des membres plus ou moins représentatifs des partis paysan-croate, démocrate indépendant, agrarien et musulman. Le programme de ce conseil se prononçait en faveur du respect de la propriété privée <sup>8</sup>.

D'une manière générale, la constitution des fronts rencontrait des difficultés. Dans de nombreux pays, en plus de l'anticommunisme foncier des bourgeoisies et même de certains éléments social-démocrates, l'attitude pour le moins équivoque des partis communistes durant la période du pacte germano-soviétique ne facilitait pas le rapprochement avec les résistants de la première heure. La

2. Résolution du présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dans Fernando CLAUDIN, *La c:ise du mouvement communiste...*, *op. cit.*, p. 46.

3. François FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires. I - L'ère de Staline*, Paris, Éd. du Seuil, 1972, pp. 31-32.

4. Édouard DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome III : *De 1921 à nos jours*, Paris, Colin, 1960, p. 206.

5. Cité par E. DOLLÉANS, *op. cit.*, p. 207.

6. F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 378.

7. Cité par F. FEJTÖ, *op. cit.*, p. 59.

8. FEJTÖ, *op. cit.*, p. 57.

dissolution de l'Internationale communiste était un geste qui devrait faciliter la formation de véritables fronts nationaux englobant tous les opposants à l'Axe, des communistes à la droite nationale. Elle était un gage de loyauté à la coopération et à l'alliance de l'URSS avec les États-Unis et l'Angleterre. Cette coopération devrait se poursuivre après la victoire par un partage d'influence entre ces puissances. L'Angleterre et les États-Unis accueillirent favorablement cette politique de front national qui évitait que la Résistance se transformât dans les pays où la bourgeoisie s'était discréditée. Dans les pays où les communistes étaient faibles, ils pourraient, par pression des alliés occidentaux, être inclus dans les coalitions nationales.

Une telle politique du mouvement communiste international allait plus loin que celle des fronts populaires. L'alliance englobait non seulement les partis ouvriers et libéraux de gauche, mais s'étendait désormais à la droite pourvu qu'elle s'opposât à la coalition hitléro-fasciste. Même les fascistes « honnêtes » repentis avaient leur place dans le front. Du Front unique ouvrier, on avait glissé au Front populaire, puis au Front national. Et l'adoption de cette politique avait correspondu à nouveau au changement d'orientation de la politique soviétique. Elle était un gage donné aux alliés qui s'inquiétaient du fait que Staline et les communistes, en général, n'avaient pas renoncé à l'objectif de la révolution mondiale. Staline lui-même déclare sans ambiguïté au correspondant de l'Agence Reuter à Moscou que la dissolution de l'Internationale a pour objectif de dissiper la calomnie selon laquelle les partis communistes sont dirigés de Moscou et de faciliter

le renforcement... du Front unique des Alliés et des autres nations unies dans leur victoire sur la tyrannie hitlérienne<sup>9</sup>.

Au moment de la dissolution de l'Internationale communiste et de l'appel au renforcement des fronts nationaux, seules, parmi les grands pays impliqués dans la guerre, la France et l'Italie avaient depuis peu des fronts nationaux englobant tous les opposants à la coalition hitlérienne. La création de fronts nationaux se heurtait à des difficultés de deux ordres dans nombre de pays : dans les pays où les communistes avaient été interdits dans l'entre-deux-guerres – et c'était le cas dans tous les pays de l'Est européen, Tchécoslovaquie mise à part – les partis bourgeois antifascistes et même parfois les partis social-démocrates ne voulaient pas collaborer avec les communistes ; d'autre part, dans certains pays, des résistants, généralement socialistes de gauche, acceptaient avec difficulté d'inclure dans les fronts des éléments très à droite et de subordonner leur action à des dirigeants qui n'avaient pour objectif que le rétablissement de l'État bourgeois d'avant-guerre. Mais les partis communistes devaient appuyer la coalition nationale, même au prix, comme ce fut le cas par exemple au Canada, de se couper du parti socialiste pour choisir l'appui au parti bourgeois antifasciste, en l'occurrence le parti libéral. Le problème devint sérieux lorsqu'un parti communiste

9. Texte de la réponse de Staline au correspondant de l'agence Reuter à Moscou (28 mai 1943), dans CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 48-49.

refusa cette subordination, appliqua sa propre stratégie en formant un front certes national, mais sous son hégémonie et fit la révolution en même temps qu'il chassait l'occupant et ses collaborateurs locaux. Ce cas-problème, c'est celui que posait la Yougoslavie.

#### A – Yougoslavie

Le parti communiste yougoslave, qui dirigeait la guerre de ses partisans contre l'occupant, s'était rendu compte dès les premiers mois de 1942 en tout cas, que l'URSS

tenait beaucoup... à l'alliance avec l'Angleterre et avec l'Amérique et on y voulait éviter tout ce qui pouvait paraître contraire à l'esprit de cette alliance<sup>10</sup>.

Et, effectivement, les dirigeants communistes yougoslaves voyaient très clair. Moscou n'avait aucune visée précise sur la Yougoslavie et voulait que le parti communiste se soumit à l'autorité du gouvernement réfugié à Londres, comme les partis communistes français et tchécoslovaque étaient en train de le faire à l'égard respectivement du général de Gaulle et de Benès. La légation soviétique auprès du gouvernement royal yougoslave, qui fut élevée ensuite en août 1942 au rang d'ambassade, réitérait l'appui du gouvernement soviétique à une union nationale entre partisans communistes et partisans royalistes dont le chef, Mihaïlovitch, avait été nommé en janvier 1942 ministre de la Guerre du gouvernement royal. Or Tito et ses partisans, qui avaient essayé de collaborer avec Mihaïlovitch à plusieurs reprises, constataient que celui-ci et ses lieutenants menaient mollement la lutte contre l'occupant, quand ils ne collaboraient pas avec lui. L'anticommunisme de Mihaïlovitch et de ses tchétniks, ou tout simplement leur désir de revenir à la Yougoslavie autoritaire et semi-féodale d'avant-guerre, rendait une alliance avec les communistes impossible, à moins que ceux-ci n'acceptassent de liquider leur programme. Il ne pouvait en être question.

À la politique de front national allant des communistes à la droite nationale, le parti communiste yougoslave substitua celle d'un Conseil antifasciste de libération national auquel participaient, comme nous l'avons vu, des représentants d'autres partis, mais dans lequel les communistes exerçaient la direction. Il faut noter que la collaboration avec le parti social-démocrate ne se posa pas, puisque celui-ci participait au gouvernement royal de Londres et refusait donc le contact avec les communistes. D'une manière générale, l'effondrement de l'Internationale socialiste au début des années quarante consacra les orientations diverses des partis socialistes. Ceux-ci adoptèrent des stratégies multiples vis-à-vis de la Résistance et de la coalition antihitlérienne, mais choisirent surtout l'union nationale. Dans un pays comme la Yougoslavie – et ce fut le cas dans presque tous les pays de l'est de l'Europe – les partis socialistes, lorsqu'ils eurent à choisir entre le parti communiste et les partis bourgeois, optèrent pour les seconds. Le parti social-démocrate faisait preuve d'un manque de vitalité et de combativité évident et regardait vers Londres.

10. Lettre de Tito à Djilas du 11 mars 1942, citée par FEJTÖ, *op. cit.*, p. 59.

Durant l'été 1943, le gouvernement britannique envoya un émissaire auprès du quartier général de Tito. Cet émissaire constata que les forces réelles de la Résistance étaient groupées dans le Conseil antifasciste de libération nationale. Dès la fin de 1943, la Grande-Bretagne puis les États-Unis commencèrent à apporter une aide militaire régulière aux partisans de Tito, ce que l'URSS fera aussi au printemps de 1944. Mais la Yougoslavie est considérée comme faisant partie de la zone d'influence britannique. Aussi bien la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des États-Unis qui se tient en octobre à Moscou que celle des leaders de ces pays qui se réunit à Téhéran à la fin de novembre 1943 le confirment. Le Conseil antifasciste riposte en nommant Tito maréchal, lors de sa deuxième réunion, précisément en novembre 1943. Surtout, refusant la politique qu'avaient suivie les partis communiste et socialiste de droite en Espagne durant l'été 1936, le Conseil antifasciste yougoslave se déclare opposé au rétablissement de l'État antérieur détruit par la guerre. Il dépose officiellement le gouvernement en exil et condamne à l'exil perpétuel le roi et sa dynastie. Habilement, il laisse la question de la monarchie ouverte à une décision populaire d'après-guerre, tout en créant, dans les faits, les bases du nouvel État républicain démocrate-populaire.

Durant l'été 1944, sous la pression des trois Grands, Tito est obligé de conclure un accord de compromis avec le gouvernement en exil. Cet accord, daté du 8 août 1943, prévoit un élargissement du gouvernement en exil par l'adjonction d'éléments progressistes venant du Conseil antifasciste et une coopération de celui-ci avec le gouvernement. Tito, bien que fort peu satisfait des concessions que l'URSS lui oblige de faire, sait que ce compromis n'est pas trop dangereux dans la mesure où il possède une forte armée. À côté des unités de guérillas, en effet, dès 1942, des brigades régulières ont été constituées. En 1944, avant que les troupes soviétiques n'arrivent aux frontières, l'armée yougoslave de libération est très forte. À Staline, qui veut lui faire accepter une restauration du roi, Tito affirme en septembre 1944 qu'il résistera par tous les moyens si la Grande-Bretagne débarque des troupes en Yougoslavie. C'est quelques jours après, le 9 octobre, que Staline concédera à Churchill le fameux pourcentage de 50 % d'influence en Yougoslavie. La scène est célèbre et a été racontée sans vergogne par Churchill lui-même. Contre 90% d'influence russe en Roumanie et 75% en Bulgarie, Churchill obtient 50% d'influence en Yougoslavie et en Hongrie et 90% en Grèce. Moins généreux, Molotov ne concède à Eden, le lendemain, que 40% d'influence britannique en Yougoslavie, 20% en Bulgarie et en Hongrie et 10% en Roumanie, laissant les mains libres à la Grande-Bretagne en Grèce. Ces pourcentages sont symboliques ; ils ne seront pas appliqués à la lettre, mais, *grosso modo*, ils seront respectés, surtout ceux plus précis conclus par les deux ministres des Affaires étrangères, Molotov et Eden. Ils n'ont strictement rien à voir avec le rôle et la puissance des partis communistes dans les différents pays : le cas roumain et le cas grec sont les plus patents, puisqu'en Grèce, le parti communiste joue un rôle capital comme en Yougoslavie dans la Résistance, alors que le parti communiste roumain est très faible. Staline poursuit sa politique de subordination totale du mouvement

communiste international incarné dans les différents partis aux objectifs de la politique soviétique. Or celle-ci repose depuis 1939 – accord avec l'Allemagne hitlérienne – sur des partages de sphères d'influence. Hier avec Hitler, aujourd'hui avec Churchill et Roosevelt, il cherche à s'attribuer des territoires. Le mouvement communiste n'a qu'à suivre, puisque l'intérêt de l'URSS se confond avec celui du mouvement ouvrier. Mais l'idéologie ne correspond pas aux faits et Tito, les communistes et les progressistes yougoslaves refusent de sacrifier leur révolution.

Au début de 1945, l'ensemble du territoire yougoslave étant libéré par l'armée de libération nationale yougoslave, qui eut un appui des troupes russes limitées au territoire jouxtant la Hongrie, les trois Grands réunis à Yalta demandèrent à Tito d'appliquer l'accord de l'été 1944. L'Assemblée antifasciste de libération nationale devait s'adjoindre les membres non collaborateurs avec l'ennemi de l'ancien parlement d'avant-guerre désigné sous un régime autoritaire de droite. Une Assemblée constituante devait être élue qui ratifierait éventuellement les mesures législatives prises par l'Assemblée antifasciste durant la guerre. En mars 1945, le gouvernement Tito et le Front s'élargirent aux éléments de Londres qui les rejoignirent. Cependant, d'autres éléments de Londres, dont des socialistes, refusèrent de rentrer et demandèrent une intervention d'une armée alliée pour maintenir l'ordre. Mais il était hors de question d'affronter l'armée yougoslave forte de huit cent mille hommes. Dès août 1945, les trois ministres bourgeois, incapables d'exercer leur influence, s'étaient retirés du gouvernement et du Front. Celui-ci était plébiscité par 90% des électeurs votants qui élisaient une Assemblée constituante proclamant immédiatement la Yougoslavie, République populaire. La Yougoslavie poursuivait en temps de paix la transformation révolutionnaire commencée dans la Résistance. Contrairement aux allégations des Alliés occidentaux qui voyaient là la duplicité de Staline, le parti communiste yougoslave, refusant d'appliquer à la lettre la politique de Front national, tentait de tracer une voie originale vers le socialisme et le communisme <sup>11</sup>.

Il est paradoxal d'avoir commencé par examiner le cas yougoslave, où précisément la politique de Front national ne fut pas appliquée telle que l'avait définie Staline, ainsi que ses partenaires bourgeois de la grande alliance, Churchill et Roosevelt, avec l'approbation de la majorité des partis socialistes. Mais la stratégie du parti communiste yougoslave constitue un point de référence essentiel pour comprendre l'échec de la politique de Front national dans tous les pays où les partis ouvriers tentèrent de l'appliquer, alors qu'il existait une situation révolutionnaire. Dans le cas yougoslave, il faut noter qu'après la débâcle de l'État autoritaire monarchiste devant l'invasion nazie, le parti communiste reste la seule force politique du mouvement prolétarien. Il n'y a pas de parti socialiste actif ; de plus, les forces démocratiques bour-

11. Sur l'ensemble de la stratégie du parti communiste yougoslave durant cette période et ses rapports avec Moscou, cf. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 54-70 ; CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 433-442 et 478-482 ; Vladimir DEDIJER, *Tito parle*. Paris, Gallimard, 1953, pp. 189-190, 217-218 et 243-246 ; Moshe PIJADE, *La Fable de l'aide soviétique à l'insurrection yougoslave*, Paris, Livre yougoslave, 1950.

geoises sont passives ou en exil. L'application de la stratégie de Front national à la lettre ne pouvait être qu'une caution pour des classes et des forces politiques discréditées. En suivant les directives de Staline, le parti communiste yougoslave aurait tiré les marrons du feu en faveur du roi et des forces conservatrices autoritaires.

## B – Albanie

En Albanie, le parti communiste calqua sa stratégie sur celle du parti communiste yougoslave, avec d'ailleurs l'aide de celui-ci, et obtint le même succès<sup>12</sup>.

## C – Grèce

Mais en Grèce, où les partisans dirigés par les communistes se trouvaient dans une situation comparable, les choses se déroulèrent tout autrement. Dès 1942, des unités de guérilla de l'Armée de libération nationale (ELAS) s'implantent dans la chaîne du Pinde. Elles sont commandées par un chef haut en couleur, Aris Velouchiotis. Mais cette armée dépend politiquement du Front de libération nationale (EAM) dans lequel le parti communiste grec exerce une influence prépondérante et auquel participent les socialistes. Contrairement à ce qui se passe alors en Yougoslavie, les dirigeants du parti communiste et du Front de libération nationale (EAM) ne prennent pas part à la lutte armée dans la montagne, mais restent dans la clandestinité à Athènes. Ce choix correspond à une conception très classique du marxisme qui accorde une importance décisive aux mouvements urbains et sous-estime la paysannerie. Mao Tsé-toung avait connu ce problème une dizaine d'années auparavant face aux envoyés de l'Internationale communiste et leurs exécutants chinois. La préoccupation des dirigeants du parti communiste grec est aussi de ne pas effrayer les milieux libéraux pour constituer un front ou une union nationale la plus large possible. Le parti communiste, et l'EAM dans son sillage, ne se départira pas de cette double position : union nationale à tout prix et sous-estimation de l'importance de la résistance paysanne des montagnes.

Dès l'automne 1942, l'Armée de libération nationale (ELAS) se heurte à deux problèmes : l'apparition d'un mouvement de résistance rival, républicain en titre, mais prêt à collaborer avec le roi et son gouvernement réfugiés au Caire, l'Union nationale grecque démocratique (EDES) et le rôle actif d'une mission militaire britannique qui appuie l'EDES, bien que cette organisation reste faible. Un membre de la mission britannique, qui a pris contact au début de 1943 avec les dirigeants libéraux Sophoulis et Papandréou, ainsi qu'avec ceux de l'EAM, le secrétaire général du parti communiste Siantos, le communiste Tzimas et le socialiste Tsirimokos, ne leur cache pas que l'objectif de la Grande-Bretagne est

---

12. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 74-76.



de rétablir le roi de Grèce sur son trône. Or, comme en Yougoslavie et même à un degré plus élevé, la monarchie grecque s'est confondue avant-guerre avec un régime très autoritaire et répressif. Mais la connaissance des objectifs de la Grande-Bretagne, et plus spécifiquement de sa mission militaire, n'empêche pas le Comité central du parti communiste grec de convoquer, en mars 1943, le chef de l'ELAS à Athènes et de lui reprocher son intransigeance à l'égard du mouvement de résistance rival lié à l'Angleterre et au roi. Les dirigeants lui demandent de pratiquer alliance avec l'Union nationale grecque démocratique (EDES), alors que le chef de l'ELAS, Aris Velouchiotis, veut soit détruire l'EDES, soit l'intégrer à l'ELAS. De fait, – et sans que Velouchiotis le sache – c'est la tactique qu'utilise alors Tito avec succès : soit rallier le combat à la fois de libération contre l'ennemi fasciste nazi et de transformation de la société, soit être écrasé. Sur un autre point, Aris Velouchiotis ne parvient pas à convaincre les dirigeants du parti à pratiquer la même stratégie que Tito : ils refusent de venir dans les montagnes se joindre à la Résistance et préfèrent rester à Athènes. Seul le partisan de la guérilla paysanne parmi les dirigeants, Tzimas, est envoyé en montagne : cet éloignement permet aux dirigeants Siantos et Ionnidis de s'en tenir en toute tranquillité à leur ligne de lutte urbaine prépondérante, la guérilla et l'armée des montagnes n'étant qu'une force d'appoint. Or les faits confirment le jugement de Velouchiotis et Tzimas : au printemps 1943, un officier républicain prestigieux, le colonel Saraphis, rejoint l'ELAS avec son petit groupe de partisans, ce qui amènera le ralliement de sept cents officiers à l'ELAS. Un haut commandement de l'ELAS composé de Saraphis, chef de l'armée constituée en brigades et divisions, de Velouchiotis, chef des groupes de guérillas, et de Tzimas, chef politique, est accepté par le Comité central du Front de libération nationale siégeant toujours à Athènes en mai 1943. L'ELAS développe de plus en plus son emprise sur le territoire grec, la libération des villages allant de pair avec l'établissement d'une administration locale démocratique. L'ELAS va, jusqu'au débarquement des troupes britanniques à la fin de 1944, poursuivre son développement et libérer la Grèce, malgré les entraves que les dirigeants du parti communiste mettront à son action. Cette armée a libéré la Grèce sans pénétrer à Athènes à cause des directives des dirigeants du parti eux-mêmes s'inspirant de l'accord Churchill-Staline qui laisse au Royaume-Uni mains libres en Grèce. Le débarquement de troupes britanniques n'aura nullement pour objectif de chasser les troupes allemandes en déroute, mais bien de restaurer le roi et un régime anticommuniste et pro-britannique.

Parallèlement à son refus d'adopter une stratégie visant à la victoire militaire et à l'établissement d'un régime populaire de transition vers un socialisme non dogmatique et reposant sur la démocratie locale, le parti communiste entraîne l'EAM dans une politique de front national, d'union nationale faite de concessions successives au Royaume-Uni et au roi qui aboutira à la restauration d'un régime semi-autoritaire. Le parti communiste cherche à se faire reconnaître par l'état-major britannique du Caire et, d'un autre côté, repousse la proposition yougoslave de constituer à l'été 1943 un quartier-général balkanique. Cette reconnaissance par la Grande-Bretagne, l'EAM l'obtient durant l'été 1943 par un

accord militaire et une convocation au Caire. La Grande-Bretagne a besoin d'une résistance capable d'immobiliser d'importantes forces ennemies pour faciliter un débarquement en Europe occidentale et seule l'ELAS a une capacité et une volonté de se battre sérieusement. Politiquement, par contre, au Caire, on cherche à minimiser le rôle de l'EAM par diverses manœuvres, et le roi refuse d'attendre un plébiscite sur le régime avant de rentrer en Grèce et agit de telle sorte que les membres de l'EAM ne soient pas inclus dans un gouvernement d'union nationale.

L'armistice signé par l'Italie avec les Alliés le 9 septembre 1943 est une occasion rêvée pour la Résistance grecque d'acquérir un important matériel militaire de l'armée italienne d'occupation en déroute. Mais ce partage de butin ravive les rivalités entre l'ELAS et l'EDES. Cependant, la tendance politique de l'EDES dirigée par Pyromaglou, qui craint l'action des services secrets britanniques et les objectifs de la politique britannique en Grèce, voudrait l'unité avec l'ELAS. Mais durant cet automne 1943, les dirigeants du parti communiste grec se sont décidés à gagner la montagne. Leur objectif n'est pas de faire désormais reposer la lutte sur l'armée et la guérilla paysannes des montagnes, mais bien de reprendre en mains cette Résistance qui, à leurs yeux, s'éloigne dangereusement de l'orthodoxie stalinienne. Tzimas, chef politique du fameux directoire de l'ELAS, est d'ailleurs écarté.

Leur rigidité s'exerce également à l'égard des ouvertures des éléments sincèrement républicains de l'EDES avec lequel des heurts sanglants éclatent, prétexte à intervention de la mission britannique. Un armistice entre les deux organisations est toutefois signé en février 1944 ; d'autres éléments militaires républicains de résistance se joignent encore à l'ELAS. Mais on arrive à aucun accord politique qui permettrait à la Résistance unie de dicter ses conditions au roi et à son gouvernement. L'EAM finit, cependant, par constituer, le 18 avril 1944, un Comité politique de libération, véritable gouvernement provisoire de la Résistance, auquel il a pu rallier certains éléments libéraux d'Athènes, mais non la tendance républicaine de l'EDES. Ce gouvernement provisoire exerce son autorité pratiquement sur toute la Grèce à l'exception de l'Épire laissée à l'EDES, des voies de communication importantes et des grandes villes – où existe pourtant un réseau souterrain de l'EAM qui exerce une influence décisive. Il est capable d'organiser ce même mois d'avril 1944 une consultation à laquelle participent un million de Grecs dans les villes comme dans les montagnes : un Conseil national de la Résistance est ainsi élu. Dans l'armée grecque du Caire on s'agite et on demande la constitution d'un gouvernement d'union nationale englobant la Résistance.

Mais Churchill réagit : il fait mater puis dissoudre l'armée grecque d'Égypte et convoquer une conférence des éléments grecs du Caire et de la Résistance près de Beyrouth. Munie d'un mandat lui demandant d'arriver à un accord coûte que coûte, la délégation de l'EAM se laisse manœuvrer par les politiciens en exil dirigés par Papandréou. Elle signe un accord ne lui accordant que cinq

ministères mineurs sur vingt dans le gouvernement d'union nationale. Cet accord prévoit de plus que les unités de la Résistance seront placées sous la direction du gouvernement d'union nationale et que la libération de la Grèce se fera en collaboration avec les troupes britanniques : ainsi sera garanti l'ordre qui permettra d'

assurer au peuple grec la possibilité de se prononcer souverainement sur la question du régime et du gouvernement, en dehors de toute pression morale ou matérielle<sup>13</sup>.

En clair, la présence des troupes britanniques permettra de neutraliser l'ELAS, de rétablir la monarchie et de truquer les élections avec l'aide des collaborateurs avec l'occupant nazi, et leurs bandes armées. Et c'est effectivement ainsi que les choses se passèrent !

Cependant, l'accord du Liban fut difficile à digérer pour les dirigeants du parti communiste, qui finirent par les accepter au bout de trois mois, après que l'ambassadeur soviétique auprès du gouvernement grec du Caire leur eût conseillé de s'entendre avec les Britanniques jusqu'à la libération. La mission soviétique qui est arrivée en Grèce peu avant le débarquement des troupes britanniques a incité le parti communiste à signer cet accord. Alors que l'ELAS bat les troupes allemandes en retraite et domine militairement, et que pratiquement toute la Grèce est administrée par le Comité de libération nationale formé par l'EAM, l'ELAS accepte en septembre 1944, par l'accord de Caserte, de placer ses troupes sous le commandement du général britannique Scobie et de ne pas avoir de troupes à Athènes, Salonique, dans le Péloponèse, l'Attique, la Thrace et l'Épire. Comme nous le savons, les restrictions qu'opèrent l'ELAS et l'EAM vont de pair avec les accords de partage entre Staline et Churchill qui laissent les mains libres au Royaume-Uni en Grèce. Dans Athènes libérée en octobre 1944, les éléments de l'EAM – vingt mille hommes – ne bougent pas suivant les directives que le parti communiste a dictées, celles de l'unité sous l'égide du gouvernement d'union nationale où ne figurent que deux communistes et deux socialistes. Ce gouvernement laisse les bandes armées des anciens collaborateurs avec l'occupant nazi intactes. Lorsque Scobie demande à l'ELAS d'intégrer ses forces à l'armée royale et aux unités de la Résistance de déposer leurs armes, l'EAM réagit tardivement et se retire du gouvernement. Mais voulant éviter tout affrontement avec les troupes britanniques, le gros des troupes de l'ELAS et ses éléments les plus dynamiques parmi ses dirigeants, soit Saraphis et Velouchiotis, sont confinés dans la montagne à surveiller les faibles forces de l'EDES qu'ils écraseront en deux jours et demi ! La stratégie du parti communiste grec dans laquelle il entraîne l'EAM tout entier, c'est par des grèves et des démonstrations de masse à Athènes de forcer le gouvernement Papandréou à pratiquer une véritable union nationale dans laquelle l'EAM aurait sa place et de mettre au pas et condamner les collaborateurs. La stratégie de Churchill est beaucoup plus simple : la victoire et l'écrasement de l'EAM. Il se rend lui-même à Athènes pour soutenir un gouvernement royal de régence

13. Cité par Dominique EUDES, *Les Kapétanios*, Paris, Fayard, 1970, pp. 190-191.

et fait « nettoyer » Athènes par ses troupes. L'ELAS capitule au début de janvier 1945 et évacue ses partisans d'Athènes. En février 1945, tandis que Staline affirme à Churchill à Yalta sa « complète confiance dans la politique britannique en Grèce <sup>14</sup> », à Varkiza près d'Athènes, l'EAM, dont l'armée compte alors soixante-quinze mille hommes et contrôle les quatre cinquièmes du territoire, accepte le désarmement de l'ELAS. Un arsenal de première valeur dont plus de 80% avait été pris à l'ennemi est livré, bien qu'une certaine quantité d'armes soit cachée par les partisans.

Cette capitulation livre sans défense des milliers de militants à la répression dans laquelle s'illustrent des bandes armées de collaborateurs avec les nazis : elles n'ont pas été désarmées ! De plus, depuis décembre 1944, une organisation policière secrète du parti communiste, répétant les méthodes répressives pratiquées en Espagne durant la guerre civile, s'attaque aux éléments trotskystes et socialistes de l'EAM qui refusent de s'aligner ; certains sont exécutés, notamment des dirigeants syndicaux. Certains guérilleros se réfugient en Yougoslavie, où la police du parti communiste grec poursuit l'épuration. Aris Velouchiotis, qui est resté dans les montagnes, est dénoncé comme « aventuriste » et meurt dans des conditions suspectes. Enfin, en avril 1945, devant la tournure des événements, le parti socialiste quitte l'EAM et fonde une nouvelle organisation, l'Union démocratique populaire, mettant fin à une collaboration avec le parti communiste qui date de septembre 1941. Le secrétaire général du parti communiste, Zachariades, de retour d'un camp de concentration, accentue l'isolement du parti en adoptant une ligne rigide et attentiste à la fois. Boycottant les élections qui ont lieu le 1<sup>er</sup> avril 1946, le parti communiste fait le jeu des monarchistes qui ont ainsi la majorité. Il est évident que ces élections se sont déroulées dans un climat de terreur contre la gauche, mais les monarchistes n'auraient pas eu la majorité sans l'abstention communiste. Continuant à hésiter entre la voie légale et la voie armée, le parti communiste laisse s'organiser, sous la direction de Markos, des groupes de partisans dans les montagnes, mais considère cette action comme un moyen de pression pour parvenir à la réconciliation nationale. Quand les meilleurs généraux et officiers de la guerre contre l'occupant fasciste et nazi, notamment Saraphis, auront été arrêtés, quand de nombreux militants de valeur auront été arrêtés ou assassinés, Zachariades et le parti communiste se décideront enfin en septembre 1947 à gagner les montagnes, mais pour y imposer une stratégie ridicule de concentration des forces qui aboutira à l'écrasement, en août 1949, des restes de la Résistance <sup>15</sup>.

La Grèce est l'illustration de l'application rigide de la politique de front national. Alors que le parti communiste grec, sur l'initiative de certains de ses éléments dynamiques et non dogmatiques comme Tzimas et Velouchiotis, avait

14. Cité, entre autres, par D. EUDÈS, *op. cit.*, p. 305.

15. Sur la politique de Front national en Grèce : EUDÈS, *op. cit.*, pp. 1-466 ; CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 442-443 ; Jacques DE LAUNAY, *Les grandes controverses du temps présent*, Verviers, Marabout, 1967, tome II, pp. 35-42, 67 et 73-77 ; André KEDROS, *La résistance grecque*, Paris, Laffont, 1967.

réussi à développer un mouvement de partisans ouvert à d'autres forces éprises d'un changement social dont le parti socialiste, la recherche d'un arrangement avec le gouvernement royal imposée par la direction stalinienne et ses conseillers soviétiques aboutit finalement, de compromis en compromis, à un désastre dont les forces de gauche en Grèce ne se sont pas encore relevées. La politique de front national, pratiquée selon les directives de Staline, est, en effet, la bonne vieille politique d'union nationale ou sacrée qui avait abouti, en 1914, à la destruction de la II<sup>e</sup> Internationale et à la formation de l'Internationale communiste. En Grèce, elle obligeait le parti communiste, qui y entraîna ses alliés, à collaborer avec des forces carrément autoritaires et qui n'avaient cessé de le persécuter. Les dirigeants communistes grecs n'eurent pas l'indépendance de Tito ou plutôt ceux, parmi eux, qui avaient cet esprit d'initiative et d'indépendance à l'égard de Moscou n'osèrent pas s'imposer à la direction du parti. Il est d'ailleurs assez exceptionnel qu'un dirigeant qui avait la confiance de Staline comme Tito se soit révélé un homme suffisamment indépendant pour mener une politique originale.

#### D – Pologne

La Pologne constitue le cas inverse à celui de la Grèce. Les forces les plus importantes de la Résistance n'appartenaient pas au parti ouvrier (communiste) et à son allié, le petit Mouvement des socialistes de gauche, mais au gouvernement en exil à Londres. Ce gouvernement de la Résistance nationale groupait les partis paysan, national-démocrate, socialiste et des travailleurs chrétiens. Il se refusait en 1943, malgré la pression des Alliés à constituer un Front national avec le parti ouvrier polonais. Mais le gros des forces de la Résistance fut détruit dans la tentative d'août-septembre 1944 de libérer Varsovie avant l'arrivée des troupes russes. Celles-ci ne se portèrent pas au secours de cette insurrection déclenchée sans consulter l'URSS. Les troupes nazies écrasèrent la Résistance nationale polonaise, tandis que l'armée russe ne tentait pas une offensive d'envergure. Militairement affaiblis, les dirigeants de Londres de la Résistance nationale attendirent cependant jusqu'en juin 1945 pour accepter, sous la pression du Royaume-Uni et des États-Unis, d'entrer dans un gouvernement d'union nationale. En fait, ce ne fut pas l'ensemble des partis représentés dans le gouvernement en exil à Londres qui acceptèrent ce compromis. À la suite de l'arrestation de leaders socialistes résistants en Pologne par l'armée russe, les socialistes de Londres refusèrent de rentrer en Pologne. Le leader du parti paysan, Mikolajczyk, qui avait présidé le gouvernement en exil, trouva en juin 1945 un parti ouvrier (communiste) déjà solidement implanté dans les postes clés de la police et de l'armée. Les directions des partis socialiste et démocrate, ainsi que de son propre parti paysan s'étaient divisées sur la question de la collaboration avec les communistes. Ceux-ci utilisant la technique des « sous-marins », ces membres du parti communiste qui s'infiltraient à l'intérieur des autres partis en cachant leur identité politique véritable, accentuèrent cette division. Alors que le parti communiste était faible et n'avait pas été une des forces déterminantes dans la lutte contre l'occupant nazi, à cause de la présence de l'armée russe, des

erreurs et de la division des autres forces politiques, il se trouvait aux postes de commandes. Mikolajczyk et ses partisans furent écrasés en janvier 1947 lors d'élections qui ne furent pas plus libres que les élections grecques de mars 1946. À la fin d'octobre 1947, il s'enfuit de Pologne. L'ancien secrétaire général du parti socialiste, Puzak, fut arrêté. Sous l'impulsion de leaders qui croyaient sincèrement à la nécessité de l'unité des partis ouvriers, le parti socialiste, ou du moins ce qui en restait, fusionna avec le parti ouvrier (communiste). La faiblesse numérique des communistes était telle que, lors de la fusion, les socialistes étaient encore plus nombreux, même après les arrestations et défections dont ils avaient été victimes. Certains de ces dirigeants, socialistes fusionnistes comme Cyrankiewicz, jouèrent un rôle important dans le nouveau régime. Il n'en resta pas moins que cette fusion s'opéra à la suite de manœuvres douteuses et sous la contrainte, sans que les divergences soient sérieusement discutées et surmontées. D'ailleurs, l'instauration du nouveau régime, où les autres partis furent épurés et réduits à l'état de figurants, se fit sans que le parti ouvrier lui-même fasse un choix conscient. La Pologne devint une « démocratie populaire » parce que l'URSS voulait un gouvernement à sa dévotion dans le pays voisin, et non par une transformation révolutionnaire venue des forces vives du prolétariat et de la paysannerie pauvre et dirigées par les deux partis ouvriers. La stratégie de front national ne fonctionna donc nullement en Pologne sinon comme mesure de couverture temporaire vers l'instauration d'un régime prosoviétique<sup>16</sup>.

## E – Roumanie

Avec la Roumanie, on aborde un type de pays qui combattirent aux côtés de l'Allemagne nazie. Comme en Pologne, le parti communiste était faible, même encore plus faible puisqu'il ne comptait que mille membres avant la guerre. Dès l'été 1943, le parti communiste négocia avec les chefs des partis agrarien et libéral la constitution d'un Front national contre le gouvernement fasciste d'Antonescu. Ces pourparlers échouèrent et le parti communiste ne put grouper dans un Front patriotique que des dissidents de ces deux partis. Toutefois, la marche de l'armée russe vers les frontières de la Roumanie décida le roi, le 23 août 1944, à faire arrêter Antonescu et à constituer un gouvernement d'union nationale favorable aux Alliés, dirigé par un militaire et comprenant les partis paysan, libéral, socialiste et communiste. En mars 1945, avec l'appui direct de l'armée russe et l'intervention de l'envoyé soviétique, Vychinski en personne, ce gouvernement d'union nationale disparaissait, remplacé par un gouvernement composé de communistes et de compagnons de route. À la protestation des États-Unis, à laquelle ne se joignit pas le Royaume-Uni lié par l'accord de partage d'octobre 1944 qui lui avait laissé les mains libres en Grèce, le ministre des Affaires étrangères soviétique, Molotov, invoqua des raisons stratégiques – nécessité d'assurer des voies de communications sûres à l'Armée rouge – pour

16. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 41–46, 195–196 et 205 ; CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 486–488 ; DE LAUNAY, *op. cit.*, tome I, pp. 348–361 et 370–371.

justifier le changement de gouvernement. Cependant, on assista à un replâtrage de l'union nationale au début de 1946 sur l'initiative d'une Commission des trois Grands Alliés, mais en novembre de la même année, après des élections douteuses, le parti libéral et le parti paysan se retirèrent du gouvernement en dénonçant la falsification des résultats électoraux. Dans le courant de 1947, les dirigeants des partis libéral, paysan et socialiste étaient arrêtés et emprisonnés, et ce qui restait du parti socialiste fusionnait au début de 1948 avec le parti communiste<sup>17</sup>. Là encore, la stratégie de front national, qui ne fonctionna d'ailleurs que fort mal, servit à une opération de couverture pour l'instauration d'un régime pro-soviétique dirigé par un parti communiste dont le lien avec les masses ouvrières et surtout paysannes pauvres dans ce pays agraire était insuffisant à provoquer un véritable changement révolutionnaire.

## F – Hongrie

Des remarques similaires s'appliquent au cas de la Hongrie. En 1943, les partis social-démocrate et des petits paysans avaient conclu une alliance mais refusé d'y inclure le parti communiste qu'ils jugeaient trop faible. Cependant, après qu'en mars 1944 les troupes nazies S.S. aient pris le contrôle direct de Budapest et qu'Hitler eût ainsi imposé à Horthy un gouvernement totalement pro-allemand, le parti des petits propriétaires et le parti social-démocrate acceptèrent de former avec le parti communiste et le petit parti national paysan un Front national pour l'indépendance. En décembre 1944, un gouvernement provisoire composé de ces partis se formait à Debrecen que venait de libérer l'armée russe. Il gagnait Budapest libérée en février 1945. Les élections, qui eurent lieu la même année, donnèrent la majorité au parti des petits propriétaires avec 57% des voix, alors que les communistes n'en recueillaient que 17% et les social-démocrates 19%. Cependant, la coalition de front national continuait à gouverner et le parti communiste conservait le ministère de l'Intérieur. Comme s'en vantera plus tard son leader, Rakosi lui-même, dès la Libération, le parti communiste s'était assuré le contrôle de la police politique et, grâce à la présence de l'armée russe, l'armée hongroise était restée très petite. Pénétrant l'appareil d'État et créant au sein du front national un bloc de la gauche comprenant avec lui les partis social-démocrate et national-paysan ainsi que les syndicats, le parti communiste se mit à attaquer au début de 1946 le parti des propriétaires. Le premier ministre et chef du parti des petits propriétaires consentit à épurer son parti, mais le parti communiste n'en continua pas moins à attaquer le parti majoritaire, selon la fameuse «tactique du salami», qui consistait à éliminer peu à peu les adversaires par petites tranches. Le noyautage de tous les autres partis du Front national fut aussi utilisé. À la fin de 1946, une offensive finale fut déclenchée contre le parti des petits propriétaires. Plusieurs de ses dirigeants furent accusés de conspiration et arrêtés. Devant la résistance du groupe parlementaire de ce parti de lever l'immunité parlementaire de son secrétaire général, ce furent les Soviétiques qui l'arrêtèrent directement, le 26 février 1947, sous

17. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 86–88, 94–96, 100–101, 195–196 et 205–206.

prétexte de « complot contre la sécurité de l'Armée rouge <sup>18</sup> ». L'été 1947, le premier ministre, alors en congé en Suisse, est contraint de se démettre. Ce qui reste du parti des petits propriétaires est désormais entre les mains des communistes. Des élections arrangées en août 1947 ne donnent pourtant encore que 22% des voix au parti communiste, tandis que 15% vont au parti social-démocrate, 14% au parti des petits propriétaires, 9% au parti national-paysan et 35% aux partis d'opposition au Front national. C'est dire la faiblesse réelle du parti communiste ! À la fin de 1947, le parti social-démocrate prenait ses distances à l'égard du parti communiste mais, en février 1948, un de ses militants les plus dynamiques, Jules Kelemen, était arrêté et le parti était contraint à la fusion avec le parti communiste <sup>19</sup>. Là encore, le Front national n'avait été qu'une mesure transitoire de couverture de la prise du pouvoir par le parti communiste, alors que le rapport des forces sociales ne correspondait manifestement pas à un tel changement. Cette pseudo-révolution, en fait un coup d'État étalé, comme en Pologne et en Roumanie répondait essentiellement aux objectifs de la politique russe et non aux conditions socio-politiques de ces pays.

#### G – Bulgarie

La Bulgarie présente un cas plus complexe. Pays engagé dans la guerre aux côtés de l'Allemagne nazie, elle comptait un parti communiste important aux traditions révolutionnaires anciennes. Celui-ci constitua durant la guerre un Front patriotique avec le parti socialiste, le parti agrarien et le groupe national de gauche Zveno. Ce front national organisa une résistance fort active dès le milieu de 1944. Le lendemain de l'entrée des troupes soviétiques en Bulgarie, le 9 septembre 1944, le Front patriotique prenait le pouvoir à la faveur d'une grande manifestation populaire à Sofia. Le nouveau gouvernement balayait un régime monarchique discrédité et pouvait compter sur l'armée passée de son côté. La russophilie de la population permettait au parti communiste de jouer sans entrave son rôle politique; il exerçait, d'ailleurs, un leadership incontestable au sein du Front patriotique. Une véritable révolution était amorcée et aurait pu être menée à bien en tenant compte du caractère agraire du pays et de ses particularités nationales. Mais, en vertu des arrangements entre les trois Grands, le parti communiste fut contraint de respecter une façade de démocratie formelle et d'arranger successivement deux élections parlementaires, en 1945 et 1946, qui ne convainquirent, d'ailleurs, ni l'une ni l'autre, les États-Unis et le Royaume-Uni. Encore une fois, mais alors que le rapport des forces sociales était dans ce cas probablement favorable au parti communiste, on eut recours aux mêmes mesures d'intimidation et aux arrestations que dans les autres pays de la sphère d'influence russe pour éliminer les dirigeants agrarien et socialiste qui avaient quitté un Front patriotique dénué dès lors de signification dès août 1945 <sup>20</sup>.

18. Cité par FEJTÖ, *op. cit.*, p. 195.

19. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 85-87, 89-91, 97-100, 103-105, 195 et 205-207 ; Imre KOVÁCS, *D'une occupation à l'autre*, Paris Calmann-Lévy 1949.

20. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 87-89, 93, 96, 98, 101-102, 195-196 et 205-206 ; CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 531-532.



## H – Tchécoslovaquie

En Tchécoslovaquie, plus encore qu'en Bulgarie, le parti communiste émergeait de la guerre comme la force politique dominante. Dès l'invasion de l'URSS, ce parti avait rejoint la Résistance à l'occupant et au gouvernement collaborateur de Tiso en Slovaquie. Contrairement à tous les pays que nous avons examinés jusqu'à maintenant, la Tchécoslovaquie vit toutes les forces politiques opposées à l'Axe s'allier dans un front national. En décembre 1943, le gouvernement en exil de Benès signait à Londres, sous le patronage des trois Grands Alliés, une alliance avec l'URSS. En même temps, le parti communiste entrait au Conseil national, le parlement en exil. La Résistance, tant en Slovaquie qu'en Bohême-Moravie, joua un rôle important dans la libération du pays jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques et américaines. Au moment de la Libération, les communistes contrôlent la quasi-totalité des régions du pays par le truchement des comités nationaux et locaux. En Slovaquie, le parti social-démocrate a fusionné d'enthousiasme avec le parti communiste : il s'agit de l'unique fusion des partis ouvriers à cette époque qui ait reposé sur une volonté évidente de la majorité du parti social-démocrate. Le parti communiste était donc en mesure de mener à terme une révolution prolétarienne que la lutte de libération avait largement amorcée. Mais, conformément à la politique d'entente entre l'URSS, les États-Unis et le Royaume-Uni, que rencontres au sommet et jeu diplomatique avaient établie, le parti communiste, sous la direction de Gottwald, accepta de rétablir avec quelques retouches le régime bourgeois d'avant-guerre. Même en se coulant dans ce régime et un an après la libération complète du pays, alors que le parti communiste ne jouit plus d'une puissance aussi incontestable qu'à la Libération, il recueille 38% des voix aux élections parlementaires de mai 1946 et 115 sièges sur 300. Le parti social-démocrate compte 36 sièges et les partis bourgeois – parti socialiste-national de Benès, parti populiste et parti démocrate slovaque – se partagent les sièges restants.

Le paradoxe est que la Tchécoslovaquie, où existait, à la Libération, un rapport de force favorable à une révolution sociale, ce qui n'était le cas ni en Hongrie, ni en Pologne et ni en Roumanie, connut le plus longtemps un régime de démocratie bourgeoise qui fonctionna bien jusqu'à l'été 1947. Un certain nombre de mesures progressistes furent prises, comme la nationalisation des grandes industries et des banques ainsi que la réforme agraire. Une politique d'alliance avec l'Union soviétique et d'amitié avec les puissances occidentales faisait l'unanimité du gouvernement de Front national que présidèrent le social-démocrate de gauche Fierlinger, puis après les élections, le communiste Gottwald, alors que Benès était président de la République. Cet équilibre fut rompu non par un changement des rapports sociaux, mais par la rupture de l'alliance entre les Alliés de la guerre. L'obligation faite à la Tchécoslovaquie, par une pression directe exercée par l'URSS, de renoncer au Plan Marshall, que le gouvernement tchécoslovaque était prêt à accepter, témoignait de cette rupture et mit immédiatement en garde les partis bourgeois. En septembre 1947, à la conférence de fondation du *Kominform*, le secrétaire général du parti communiste tchéco-

slovaque, Rudolf Slansky, indiquait clairement qu'il fallait « éliminer la réaction du Front national<sup>21</sup> ». Or, à l'intérieur du pays, le rapport des forces évoluait d'une manière défavorable au parti communiste. Un mécontentement dû à une crise alimentaire se manifestait contre ce parti. Au sein du parti social-démocrate, les éléments pro-communistes dirigés par Fierlinger voyaient leur influence diminuer lors du congrès de novembre 1947 de ce parti et étaient désormais nettement minoritaires dans sa direction. À l'approche des élections parlementaires prévues pour mai 1948, les divergences entre les partis bourgeois et le parti communiste se manifestaient, tandis que le parti social-démocrate était d'accord avec les communistes sur les mesures progressistes qu'ils proposaient, mais appuyaient les autres partis sur le respect de la justice. Car des arrestations arbitraires de militants du parti démocrate slovaque et des attentats contre des ministres avaient eu lieu. En février 1948, la décision de la majorité bourgeoise-social-démocrate du Conseil des ministres d'exiger l'annulation de la nomination de commissaires de la police dirigée par les communistes, mit le feu aux poudres. Les ministres bourgeois ayant démissionné pour oblier, avec l'appui de Benès, Gottwald de renvoyer le ministre de l'Intérieur communiste, de puissantes manifestations furent organisées par le parti communiste et les organisations de masse qu'ils contrôlaient. Le siège du parti social-démocrate fut envahi et ce parti contraint de rallier la position des communistes. Fin février 1948, le Front national avait bel et bien disparu en Tchécoslovaquie ; ce qui en subsista après les arrestations et épurations et la fusion forcée du parti social-démocrate avec le parti communiste n'était plus désormais qu'une caricature. Benès était forcé d'accepter un gouvernement composé de communistes et de compagnons de route, et les élections de mai n'étaient plus qu'un plébiscite sans signification. Toute cette opération ne fut pas présentée comme une révolution. Gottwald affirma, devant le Parlement, que le changement de gouvernement s'était fait d'une manière parfaitement légale en respectant les règles parlementaires<sup>22</sup>. Encore une fois à cette époque, un parti communiste n'avait pas tenu compte du rapport de forces et de son implantation ainsi que de celle de ses alliés, mais des considérations dictées par la politique soviétique. Renonçant à la révolution au moment où il avait le contrôle du pays, il prenait le pouvoir par un coup d'État mal camouflé en changement légal de gouvernement, n'utilisant les mouvements de masse que tout au plus comme pression.

## I – Italie

Comme nous l'avons vu, les partis ouvriers italiens avaient renoué alliance dès octobre 1941 et s'était également joint à eux le parti d'action, qui groupait des intellectuels et des membres antifascistes des professions libérales. À la fin de 1942, un véritable Front national englobant en outre les partis démocrate-

21. Cité par FEJTÖ, *op. cit.*, p. 208.

22. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 77-84, 184-185, 195 et 206-221 ; CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 526 et 553-556 ; Eugen LÖBL et Dusan POKORNY, *Die Revolution rehabilitiert ihre Kinder*, Vienne, Europa Verlag, 1968, pp. 26-34 ; H. RIPKA, *Le Coup de Prague*, Paris, Plon, 1949.

chrétien et libéral s'était donc constitué. Les grandes grèves de masse des villes d'Italie du Nord témoignent, en mars 1943, de l'implantation et du courage des militants communistes et socialistes qui les organisèrent. Le renversement de Mussolini en juillet 1943, son remplacement par Badoglio, l'armistice conclu par ce dernier avec les Alliés, puis l'occupation du nord et du centre de l'Italie par les troupes allemandes changèrent la situation. Dès novembre 1943, la Résistance accentue son action dans le nord occupé, à la fois dans les usines et dans les unités de partisans qui compteront cent mille hommes à l'été 1944 et environ trois cent mille à la fin de la guerre. Pour le Comité de libération nationale, qui regroupe les partis du Front national, se pose la question de l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement Badoglio. Les partis communiste, socialiste et d'action, soit la gauche qui est en même temps la partie essentielle de la Résistance, sont pour l'abdication du roi et la constitution d'une junte exécutive qui remplacerait Badoglio et remettrait ses pouvoirs à l'Assemblée constituante à la fin de la guerre. Tel est le sens des résolutions prises au congrès des partis antifascistes du sud de l'Italie tenu à Bari fin janvier 1944. L'agitation antimonarchiste contraste avec la reconnaissance *de jure* du gouvernement Badoglio par l'URSS, le 14 mars 1944, avant les deux autres Grands. Débarqué d'URSS le 27 mars, Togliatti impose le tournant de Salerne au parti communiste qui y entraîne, bon gré mal gré, les partis socialiste et d'action : conformément aux décisions des trois Grands, les partis antifascistes acceptent d'entrer dans le gouvernement Badoglio le 22 avril 1944. Six semaines plus tard, après la libération de Rome, le libéral Bonomi remplace Badoglio à la tête du gouvernement.

Tandis que l'avance des troupes alliées est arrêtée de septembre 1944 à avril 1945 sur la « ligne gothique » qui passe juste au nord de Florence, le gouvernement italien intègre, en le retouchant, le vieil appareil administratif hérité du fascisme. Les comités de libération locaux et provinciaux sont maintenus dans un rôle marginal, bien que le parti démocrate-chrétien n'hésite pas, en novembre 1944, d'accuser le parti communiste de fomenter l'anarchie par leur truchement. Une crise ministérielle éclate. Un nouveau gouvernement Bonomi est formé sans les partis socialiste et d'action, mais avec la participation du parti communiste. De fait, les partis bourgeois ont obtenu une limitation du rôle des comités de libération et, en Haute-Italie occupée, que les partisans, dont la puissance ne cesse de croître, acceptent de subordonner leur action à celle du haut commandement allié. Lorsqu'au début d'avril 1945 éclate l'insurrection qui libère l'Italie du Nord, dix jours avant l'arrivée des troupes alliées, le parti communiste rappelle l'accord de subordination de la Résistance au gouvernement. Les unités de partisans sont désarmées et les comités de libération qui détenaient le pouvoir et avaient commencé une épuration contre les fascistes voient leur rôle supplanté par le vieil appareil administratif. Pourquoi un parti communiste fort de quatre cent mille membres et dont les effectifs croîtront jusqu'à un million sept cent mille en décembre 1945 a-t-il renoncé à la révolution, alors qu'il pouvait compter sur une armée de partisans et des comités de libération qui contrôlaient entièrement le nord de l'Italie et que le parti socialiste, fort de huit cent mille membres en décembre 1945, et le parti d'action, fort de

deux cent cinquante mille membres à la même époque, étaient d'accord pour une transformation révolutionnaire de l'Italie ? Togliatti invoquera le rapport des forces défavorable notamment à cause de la présence des troupes anglo-américaines. Il y ajoutera le caractère conservateur du sud de l'Italie. Ce type de raisonnement est valable si on envisage une transformation révolutionnaire de l'Italie calquée sur le modèle stalinien. Mais un changement révolutionnaire de caractère socialiste et démocratique, réalisé à partir de la base des comités de libération où militants des trois partis de la gauche entraînaient également des militants démocrates-chrétiens progressistes, était concevable. Il y avait évidemment un risque que toute révolution a dû affronter, mais il est paradoxal que le parti communiste italien, fondé à Livourne en 1921 pour rompre avec le semi-réformisme du parti socialiste, se soit trouvé en 1945 en retrait par rapport à ce même parti et ait constitué un frein pour ce parti et le parti d'action.

La popularité et la croissance des partis de gauche se traduisirent, cependant, par un changement à la tête du gouvernement, que prit à compter de juin 1945 le chef du parti d'action, Parri. Mais ce gouvernement était paralysé par la décision du parti communiste de ménager à tout prix les partis bourgeois. En décembre 1945, le démocrate-chrétien de Gasperi prenait la direction du gouvernement et, au début de juin 1946, les élections à la Constituante donnaient huit millions de voix (35,2%) au parti démocrate-chrétien contre quatre millions sept cent mille (20,8%) au parti socialiste et quatre millions trois cent mille (18,9%) au parti communiste. Le même jour, le référendum abolissait la monarchie. Mais le parti démocrate-chrétien, principal parti bourgeois, consolidait ses positions. Même si la Constitution italienne élaborée en 1945 contient un certain nombre de principes socialisants comme le droit au travail, le gouvernement de Front national ne procéda pas à des réformes démocratiques fondamentales. Finalement, au moment où la rupture de l'alliance entre l'URSS, d'une part, et les pays occidentaux, d'autre part, s'avéra évidente, les communistes furent éliminés du gouvernement en mai 1947. Le parti communiste italien eut la consolation unique en Europe occidentale de voir le parti socialiste, dont la droite s'était détachée en janvier 1947 pour former le parti socialiste démocratique dirigé par Saragat, le suivre dans l'opposition et garder alliance avec lui. Mais le parti communiste protestait d'être évincé du partage du pouvoir jusqu'à ce que la conférence de fondation du *Kominform* ne lui fit prendre un nouveau tournant de lutte à outrance contre la « bourgeoisie et la social-démocratie de droite »<sup>23</sup>.

## J – France

Le cas français est analogue au cas italien et des considérations globales sur la pratique du Front national dans ces deux pays occidentaux pourront être faites

23. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 402-433 ; E. DOLLÉANS, *op. cit.*, pp. 201-221 ; J. DE LAUNAY, *op. cit.*, tome I, pp. 345-348 et 369-370 ; Dominique DESANTI, *Les staliniens*, Verviers, Marabout, 1976, pp. 97-99, 104, 119.

après que nous ayions examiné la Résistance française rapidement et sommairement, selon les objectifs de ce travail descriptif et exploratoire. Comme nous l'avons vu, dès le début de 1943, le parti communiste français s'était officiellement intégré au Comité de Londres dirigé par de Gaulle. Dans la France occupée, le parti qui contrôlait une organisation plus large, le Front national<sup>24</sup>, était la force la plus nombreuse et la plus active de la Résistance par le truchement de ses troupes de francs-tireurs et partisans (FTP) que dirigeait Charles Tillon. Le parti socialiste s'était reconstitué dans la clandestinité sous la direction de Daniel Mayer. En décembre 1943, il comptait soixante mille militants et publiait sept journaux clandestins tirant à plus de cent mille exemplaires. Mais les socialistes ne constituèrent pas un mouvement de résistance particulier comme les communistes et leurs sympathisants. Par contre, des mouvements plus larges furent soit formés sur l'initiative de socialistes – c'est le cas de Libération Nord – ou virent les militants socialistes s'intégrer nombreux à leurs rangs. Le 27 mai 1943, le Conseil national de la Résistance regroupa les différents mouvements de résistance, ainsi que les partis et les syndicats sous l'autorité du général de Gaulle.

Au moment de la Libération, durant l'été et le début de l'automne 1944, la question du pouvoir se pose. Profitant du débarquement des troupes alliées, les forces de la Résistance libèrent une grande partie du pays. Partout s'installent des comités de libération au sein desquels le parti communiste exerce l'influence la plus importante. Mais indépendamment de leur couleur politique, les mouvements de la Résistance veulent un changement révolutionnaire à caractère démocratique et socialiste. Les militants communistes sont persuadés que leur parti va dans cette direction, mais, lorsque le 28 octobre 1944, de Gaulle dissout les milices patriotiques de la Résistance par décret, les ministres communistes membres du gouvernement provisoire protestent sans se retirer. Thorez est gracié peu après et, à peine de retour, le 27 novembre 1944, fait rendre les armes et dissoudre les milices patriotiques. Le meeting de réception de Thorez au Vélodrome d'hiver à Paris se déroule sous une banderole portant le slogan qui sera la ligne du parti communiste jusqu'à la fin de la guerre : « S'unir, combattre, travailler. » Comme en 1936, il n'est pas question de prendre le pouvoir. Notons le synchronisme de ce retour de Thorez et de la réaffirmation sans ambiguïté de l'union nationale avec la conclusion à Moscou, par de Gaulle et Staline, d'une alliance franco-soviétique.

La guerre est finie et, à l'automne 1945, les élections à l'Assemblée constituante donnent pour la première fois la majorité aux partis ouvriers. Le parti communiste et la Résistance adhérant au Front national obtiennent 26% des voix et 152 sièges sur 545. Le parti socialiste et son alliée, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance qui regroupe tous les autres mouvements de la Résistance, ont 24% des voix et 142 sièges. Le Mouvement républicain populaire (démocrate-chrétien) compte 141 sièges, les radicaux 27 et les conservateurs 67 ; les autres sièges vont à des députés des territoires coloniaux. Le parti socialiste

24. Organisation qu'il ne faut pas confondre avec la tactique du Front national elle-même !

a perdu l'occasion de se renouveler en intégrant les éléments de la Résistance qui lui étaient alliés ; au contraire, en réintégrant dans ses rangs des éléments qui étaient restés passifs durant la guerre, il s'affaiblit. Toutefois, revenant à des principes marxistes stricts dans son programme, le parti socialiste propose l'unité d'action au parti communiste. Mais celui-ci répond par un projet d'unité organique dans un parti ouvrier français dont la charte comporte, entre autres, la fidélité inconditionnelle à l'URSS et l'adhésion au marxisme-léninisme. C'est demander aux socialistes de devenir communistes et c'est évidemment refusé. Les partis ouvriers ne profitent donc pas du dynamisme et de l'influence que la Résistance leur avait donnés. Pourtant, dans le gouvernement présidé par de Gaulle et formé après les élections, il y a cinq communistes, cinq socialistes et trois de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance contre seulement cinq MRP, un radical et un conservateur. Le parti communiste s'est lancé depuis 1944 déjà dans la « bataille de la production » : les ouvriers doivent produire d'arrache-pied et limiter leurs revendications. Les premières grèves éclateront avec la désapprobation violente du parti. C'est à cette époque qu'un leader syndical communiste, Monmousseau, héros des grèves du début des années vingt, proclame : « La grève, c'est l'arme des trusts. » Les partis ouvriers contribuent d'une manière décisive au rétablissement de l'État parlementaire d'avant-guerre. Une chapitre particulièrement contraire à leurs principes est celui de la répression coloniale. Les gouvernements de Front national avec de Gaulle jusqu'en janvier 1946, puis sans lui jusqu'à l'éviction des ministres communistes en mai 1947, pratiquent une politique colonialiste : maintien d'une Union française dans laquelle les pays d'outre-mer peuvent obtenir au mieux une autonomie interne, répression sanglante en Algérie (mai 1945) et à Madagascar (mars 1947), enfin guerre coloniale en Indochine au mépris des accords conclus avec le leader indépendantiste, le communiste Hô Chi Minh, qui avait été de plus membre successivement des partis socialiste et communiste français ! Il est vrai que le parti communiste français proteste dans le cas malgache et tardivement pour l'Indochine. Toutefois, les ministres communistes continuent à participer au gouvernement et, qui plus est, l'un d'entre eux est ministre de la Défense de janvier à mai 1947.

Ces gouvernements de Front national ont pris incontestablement des mesures progressistes : comités d'entreprises, nationalisation des sources d'énergie, des principales assurances et d'une partie des banques... Mais ces quelques mesures de réforme ne pèsent pas lourd par rapport au rôle essentiel qu'ils ont joué, soit le rétablissement du *statu quo ante*. Finalement, le parti communiste est exclu du pouvoir quand le chef du gouvernement, le socialiste de droite Ramadier, précisément un membre réintégré dans son parti à la fin de la guerre, révoque les ministres communistes ainsi que deux socialistes le 14 mai 1947. Ces ministres s'étaient opposés au parlement à la politique des prix et des salaires du gouvernement. Mais la simultanéité des renvois des ministres communistes dans divers pays indique plutôt que cet événement coïncide avec la rupture entre les Alliés. Qu'il y ait eu demande expresse des États-Unis à ces pays d'éliminer les communistes des gouvernements ou que l'initiative ait été prise par les gouvernements

eux-mêmes, ces décisions marquent la cassure d'une alliance déjà complètement fissurée. Comme en Italie, les communistes demandent leur réintégration dans le gouvernement, encouragés par la direction du parti socialiste qui a blâmé Ramadier. Mais les ministres communistes ne seront finalement pas réintégrés, et la réunion du *Kominform* de septembre 1947 engage, comme nous l'avons vu, le parti communiste français comme l'italien dans une lutte active contre la bourgeoisie et la social-démocratie<sup>25</sup>.

La raison invoquée par les deux partis communistes français et italien de n'avoir pas pris le pouvoir en 1944-45 est essentiellement celle de la présence des troupes anglo-américaines. Cette justification est en parfaite symétrie avec l'instauration des « démocraties populaires » dans l'est de l'Europe avec la présence de l'Armée rouge. Cependant, la transformation révolutionnaire de l'Italie et de la France, dont les institutions s'étaient effondrées et dont la bourgeoisie s'était compromise avec l'ennemi et déconsidérée, était possible. Mais uniquement dans un processus démocratique et selon un modèle national particulier. Le parti communiste n'était pas la seule force de caractère socialiste dans les deux pays. Sans mentionner expressément, en Italie, le parti socialiste et le parti d'action et, en France, le parti socialiste clandestin, les syndicats et les mouvements de résistance, les programmes du Comité italien de libération et du Conseil français de la Résistance étaient suffisamment avancés pour entreprendre une transformation de la société et la mise sur pied d'institutions révolutionnaires démocratiques et socialistes. Il est significatif que les compromis très coûteux que ces deux organismes de la Résistance firent tant avec Badoglio qu'avec de Gaulle furent faits sous l'instigation des partis communistes et avec une résistance marquée des autres groupes de gauche. Il est aussi typique de noter que partout, sauf en Yougoslavie dont le parti allait être déclaré hérétique, les partis communistes suivent le même modèle : rétablissement d'un État de type bourgeois parlementaire, puis à l'Est, conquête méthodique de cet appareil d'État et élimination des adversaires, ou en France, Italie et Grèce et ailleurs<sup>26</sup>, rôle limité à ce que les partis bourgeois veulent bien leur laisser. De fait, l'expérience du Front national rappelle exactement ce qui s'est passé en Espagne en 1936-38 : rétablissement de l'État républicain en faisant retourner la révolution en arrière et occupation progressiste de positions à l'intérieur de cet État restauré. En définitive, comme nous l'avons vu, les transformations révolutionnaires ne se produisent pas là où il existe une situation objectivement révolutionnaire – cas

25. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 377-402 et 514-517 ; André PHILIP, *Les socialistes*, Paris, 1969, pp. 102-134 ; DE LAUNAY, *op. cit.*, tome I, pp. 325-331 ; D. DESANTI, *op. cit.*, pp. 23-31, 63-64, 72-76, 103-106, 118-119 et 129-130 ; Lucien GENÉT, *Cinquante ans d'histoire, 1900-1950*, Paris, Tallandier, 1951, tome III, pp. 481-491 ; *Le parti communiste français dans la Résistance*, Paris, Éditions sociales, 1967 ; Henri MICHEL, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962 ; Bruce D. GRAHAM, *The French Socialists and Tripartism, 1944-1947*, Toronto, Toronto University Press, 1965 ; Alain GUÉRIN, *La Résistance*, vol. III : *Une révolte très organisée*, Paris, Livre Club Diderot, 1973.

26. Le parti communiste participe au gouvernement durant la période de Front national dans les pays suivants : Autriche, Belgique, Chili, Cuba, Danemark, Finlande, Islande, Luxembourg et Norvège (F. CLAUDIN, *op. cit.* pp. 363-364 ; D. DESANTI, *op. cit.*, p. 16).

yougoslave mis à part – mais le parti communiste prend le pouvoir à travers l'État parlementaire restauré à l'Est et se contente de contribuer à la restauration de cet État, en Grèce et à l'Ouest. Il est significatif que ces deux types de situation correspondent exactement à la répartition des zones d'influence entre l'URSS, d'une part, les États-Unis et l'Angleterre, d'autre part. Le parti communiste n'avait pris le pouvoir que dans la zone d'influence soviétique et non d'une manière révolutionnaire, même dans les pays où existait une situation révolutionnaire. Comme dans la période du Front populaire et comme dans la période qui l'avait suivie, les partis communistes – le yougoslave mis à part – menèrent dans la période du Front national une politique entièrement subordonnée à celle de l'URSS. On pourrait évidemment ajouter au parti yougoslave le parti communiste chinois, si notre propos n'était pas de nous limiter à la question des alliances entre partis socialiste et communiste. À ce propos, il est parfaitement évident que le Front national encore plus que le Front populaire n'a aucun rapport avec le Front unique, sinon la présence des deux partis ouvriers. Dans une nouvelle situation de déséquilibre qui favorise une poussée révolutionnaire comme après la Première Guerre mondiale, le Front national sert à restaurer ou à établir des régimes bourgeois ou bureaucratiques. Le Front unique (1921–1923) avait essentiellement pour objectif de promouvoir les intérêts des travailleurs, tandis que le Front national comme le Front populaire subordonnaient entièrement ces intérêts aux objectifs de l'État russe.

#### IV – L'UNION DE LA GAUCHE (DEPUIS 1965)

Après la période de durcissement qui caractérise la fin du règne de Staline, c'est véritablement le XX<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique qui ouvre la possibilité d'une nouvelle période de collaboration entre partis communistes et socialistes. Certes, des signes avant-coureurs de cette ouverture s'étaient manifestés, notamment le vote d'investiture au gouvernement Mendès-France par les députés communistes en juin 1954 et le vote d'investiture au gouvernement Mollet en janvier 1956 par les mêmes députés<sup>27</sup>. Mais le XX<sup>e</sup> congrès proclamait, en février 1956, qu'il était possible de passer pacifiquement du capitalisme au socialisme. Réhabilitant une vieille thèse soutenue tant par Marx et Engels que par l'Internationale deux-et-demie au début des années vingt, le XX<sup>e</sup> congrès, par la bouche de Mikoyan, affirmait qu'une majorité parlementaire était une des voies de passage au socialisme. En formant une coalition avec les socialistes et d'autres « forces démocratiques », le parti communiste pourrait conquérir une majorité parlementaire, puis passer au socialisme. Mikoyan citait d'ailleurs un exemple antérieur d'un tel processus : la Tchécoslovaquie de 1948<sup>28</sup> ! Malgré cette équivoque, une délégation du parti socialiste français, la SFIO, se rendait en URSS à l'invitation du parti communiste soviétique et y avait des entretiens

27. Dominique DESANTI, *op. cit.*, pp. 391–392 et 436.

28. François FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires. 2 – Après Staline, 1953–1971*, Paris, Seuil, 1972, pp. 64–67 ; François FEJTÖ, *L'héritage de Lénine*, Tournai, Casterman, 1973, pp. 174–175.



marqués d'une grande franchise<sup>29</sup>. La déclaration Tito-Khroutchchev du 20 juin 1956 qui affirmait la différence des voies du développement socialiste et parlait de contacts avec non seulement les partis communistes mais aussi les partis socialistes était un autre témoignage d'ouverture, ainsi que l'idée de polycentrisme lancée le même mois par Togliatti<sup>30</sup>.

Le souvenir de la liquidation des partis socialistes dans l'Est européen en 1948, qui avait contribué largement à rejeter les partis socialistes vers la droite ou, tout au moins, le centre, était un obstacle sérieux à une nouvelle collaboration avec les partis communistes. D'autre part, en partie à cause des transformations internes du capitalisme et d'une conjoncture de prospérité, ainsi que de la guerre froide, les partis socialistes ou, en tout cas, un grand nombre d'entre eux avaient évolué. Les programmes avaient été révisés dans un sens qui mettait encore moins l'accent sur les transformations que sur les réformes sociales. Répondant à l'offre de collaboration lancée par le XX<sup>e</sup> congrès, l'Internationale socialiste, reconstituée provisoirement en 1944, puis définitivement en 1951, déclarait froidement, le 7 avril 1956, par le truchement de son Bureau qu'« entre le socialisme et le communisme il n'y a rien de commun<sup>31</sup> ». La répression de la révolution hongroise d'octobre 1956 par l'armée russe mit de plus fin à la seule alliance avec un parti socialiste qui s'était maintenue en Europe occidentale après 1947. En effet, le parti socialiste italien rompit ses liens avec le parti communiste et réintégra l'Internationale socialiste quelques années après.

Cependant, la fin du monolithisme que le XX<sup>e</sup> congrès et surtout la réconciliation avec Tito avaient provoquée mettait en mouvement au sein des partis communistes un processus de réflexion et d'évolution. Suivant les partis, les choses allèrent plus ou moins vite, se heurtant à des appareils plus ou moins sclérosés. La rupture entre la Chine et l'URSS précipita certainement le mouvement. Ce qu'on appelle « le testament de Togliatti », texte de 1964 qui n'était pas destiné à la publication, est à la fois un témoignage de ces réflexions et un accélérateur de l'évolution interne du parti communiste italien et aussi d'un grand nombre d'autres partis communistes. Du moment que la conquête du pouvoir se ferait par la voie pacifique, Togliatti estimait nécessaire pour les communistes de

préciser ce qu'est la démocratie... dans un État bourgeois... La question se pose de la possibilité pour les classes laborieuses de conquérir des positions de pouvoir dans le cadre d'un État qui n'a pas changé sa nature d'État bourgeois, de la possibilité de lutter pour une transformation progressive, de l'intérieur, de cette nature d'État bourgeois<sup>32</sup>.

Togliatti insistait également sur l'autonomie des partis communistes. Un communisme qui serait différent du soviétique, qui respecterait la démocratie dans la

29. D. DESANTI, *op. cit.*, p. 436.

30. F. FEJTÖ, *op. cit.*, 2 - *Après Staline*, p. 72.

31. Cité par *Les principes du marxisme-léninisme*, Moscou, Éditions en Langues étrangères (sans date), p. 358.

32. Cité par F. FEJTÖ, *L'héritage de Lénine*, *op. cit.*, p. 338.

réalité et non en paroles, et qui serait le programme de partis indépendants de Moscou, avait désormais un attrait pour certains partis socialistes, ceux – et c'est un petit nombre – qui n'ont pas le monopole réel de la gauche en Europe occidentale.

## A – Finlande

Mis à part le cas du Chili où, comme en Italie, le parti socialiste n'avait pas rompu son alliance avec le parti communiste en 1947 et qui, de plus, l'avait maintenue après 1956, la première expérience d'alliance complète entre partis communiste et socialiste appelée à gouverner se situe en Finlande en 1966. Le parti communiste avait participé, comme nous l'avons signalé, à un gouvernement de front national, dont il avait été exclu en 1948. Malgré la présence d'une fraction hostile à la voie pacifique en son sein, le parti communiste finlandais décidait en 1966 de participer à un gouvernement d'union qui, de par sa composition, comprenait à la fois la gauche – parti communiste et parti social-démocrate – et la fraction agrarienne du centre – parti du centre. À ce propos, nous rencontrons, en abordant la première expérience des alliances réunies sous le vocable d'Union de la gauche, la difficulté de qualifier ces différentes alliances. Ce n'est pas seulement en Finlande que l'alliance s'étend au-delà de la gauche. Nous verrons que le cas espagnol est typique à ce propos et qu'en Italie, le parti communiste recherche sous le nom de « compromis historique » une alliance plus large que de gauche. En France même, où le vocable d'union de la gauche est employé couramment, le parti communiste a plusieurs fois parlé d'« union populaire », d'« union démocratique » ou d'« union du peuple de France » qui s'ouvrirait plus largement en englobant des gaullistes. Toutefois, nous conservons provisoirement ce vocable d'Union de la gauche, parce que le plus utilisé dans les pays de langue française et parce que cette expérience est actuellement celle qui a le plus de consistance. Probablement, le vocable d'« union démocratique » serait celui qui correspondrait le mieux à ces différentes alliances.

En revenant à la Finlande, nous devons noter que le parti social-démocrate avait dû surmonter une prévention très forte à l'égard du parti communiste avant d'accepter de nouveau de participer à une alliance et à un gouvernement avec lui. Paradoxalement, le parti centriste était plus prêt à collaborer avec les communistes. D'ailleurs, son chef, le président Kekkonen avait réussi à maintenir de bonnes relations avec l'URSS dans une période particulièrement difficile, celle de la guerre froide, et obtenir l'évacuation de la base soviétique de Porkkala par Khrouchtchev. Cette expérience prit fin en 1970 avec une baisse évidente de l'électorat communiste lors des élections. Le parti était secoué par des dissensions internes : la fraction majoritaire, qui avait favorisé la participation au gouvernement, avait aussi en 1968 critiqué l'intervention soviétique et de ses alliés en Tchécoslovaquie et pris ses distances à l'égard de l'Union soviétique. Au pouvoir, le parti avait dû également concilier à la fois son désir de mesures progressistes et les assurances données à ses partenaires qu'il était digne de confiance. Les dissensions internes permirent une discrète intervention du parti communiste

soviétique qui contribua à maintenir l'unité formelle du parti communiste finlandais en incitant la faction inconditionnellement pro-soviétique à tempérer ses critiques à l'égard de la politique d'union contre une mise en sourdine par la faction dominante de ses critiques à l'égard de l'Union soviétique. Mais la coalition des trois partis avait été rompue<sup>33</sup>.

En novembre 1975, le parti communiste finlandais s'engageait dans une nouvelle expérience de gouvernement d'union qui s'étendait encore plus vers le centre. Ce gouvernement comprenait, en effet, outre les partis de la coalition au pouvoir de 1966 à 1970, les partis libéral et libéral suédois. Le parti conservateur constituait l'opposition à ce large gouvernement de centre-gauche. Cette participation suscita à nouveau au sein du parti communiste de vives oppositions de l'aile intransigeante dont les députés allèrent jusqu'à voter contre le gouvernement. Finalement, en septembre 1976, la coalition éclatait devant le refus des partis bourgeois d'adopter des mesures progressistes préconisées par le parti social-démocrate et surtout le parti communiste<sup>34</sup>. Il est très clair que, dans ces coalitions d'union de gauche ou démocratique, le parti communiste a joué un rôle très traditionnel : celui que, depuis en tout cas les années vingt, les partis socialistes ont joué d'abord en Europe du Nord, puis après la Deuxième Guerre mondiale, dans l'ensemble de l'Europe occidentale démocratique. Ce rôle est celui d'aile progressiste de gouvernement bourgeois. Infléchissant la politique de ces gouvernements, ils ont obtenu un certain nombre de réformes sociales non négligeables qui ont assuré une vie plus à l'abri des conséquences de la maladie, de la vieillesse et du chômage à des millions de travailleurs et de citoyens, en général. Ils ont aussi poussé à des réformes de structures par la voie de la nationalisation ou l'encouragement au secteur coopératif. Toutefois, cette tâche, qui a été d'ailleurs accomplie d'une manière plus poussée dans les pays où le parti socialiste était majoritaire ou très fort, était critiquée par les partis communistes comme un réformisme qui ne touchait pas aux structures fondamentales du capitalisme. Or les deux expériences finlandaises, comme celles d'ailleurs de front national (1943-47), montrent qu'un parti communiste ne peut que jouer le même rôle s'il participe au gouvernement dans les mêmes conditions.

## B – France

En France, l'Union de la gauche a été officiellement consacrée par la signature d'un programme commun le 27 juin 1972. Cependant, la conclusion officielle de cette alliance avait été précédée d'étapes successives où on avait pratiqué une alliance tacite ou limitée. Si le chemin de l'union a été très lent, cela est dû surtout à une très grande méfiance du parti socialiste à l'égard du parti communiste après les affrontements sérieux de la guerre froide. Le parti socialiste était lui-même plongé dans une crise sérieuse depuis 1958, qui avait vu le départ d'une partie substantielle de son aile gauche. Il n'est pas fortuit que c'est en

33. Ulrich WAGNER, *Finnlands Kommunisten: Volksfrontexperiment und Parteispaltung, 1966-1970*, Stuttgart, Kohlhammer, 1971.

34. *Le Devoir*, 18 septembre 1976.

1971 que ce parti était réorganisé en englobant de nombreux éléments qui avaient quitté le SFIO ou qui n'en avaient jamais fait partie comme le nouveau leader du parti lui-même, François Mitterand, un ancien de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. En ce qui concerne les rapports avec le parti communiste, aux élections législatives de 1962, pour la première fois, le parti socialiste avait improvisé à la dernière minute des accords de désistement avec les communistes pour le deuxième tour. En 1965, le parti communiste soutenait, dès le premier tour des élections présidentielles, le candidat de la Fédération de la gauche, groupant SFIO, parti radical et clubs de gauche ; mais quelques mois auparavant, la même année, les élections municipales avaient vu le parti socialiste SFIO adopter une tactique contradictoire : dans les villes où il y trouvait avantage, il concluait des alliances avec le parti communiste ; ailleurs, il s'alliait à des partis du centre et de droite.

En 1966, un premier document était adopté par le parti communiste et la Fédération de la gauche qui était la base d'une action commune lors des élections législatives de 1967 et, au début de 1968, cette plate-forme était élargie. Mais les événements de mai 1968 disloquaient l'alliance limitée pratiquée depuis les élections présidentielles de 1965. Même si les partis de gauche restaient unis pour les élections législatives de juin 1968, en 1969, ils présentaient ou soutenaient des candidats divers aux élections présidentielles. Mais peu après, le parti socialiste entreprenait sa rénovation et engageait parallèlement des conversations avec le parti communiste sur les points de divergence et de convergence entre les deux partis, dont le bilan était publié en 1970. C'est ainsi que, finalement en 1972, était signé par les deux partis le programme commun auquel vint s'associer peu après le Mouvement des radicaux de gauche. Il est à noter que, contrairement aux époques du Front populaire et du Front national, pour la première fois, les partis socialiste et communiste ont élaboré seuls un programme commun de gouvernement. Il est très clair, pour le parti communiste tout au moins et pour nombre de socialistes, qu'il ne s'agit pas d'un programme socialiste, mais bien d'un programme démocratique « avancé » qui peut ouvrir une voie vers le socialisme. Ce programme est d'ailleurs limité à une législature parlementaire et avait été conclu spécifiquement en vue des élections législatives de 1973. Un des reproches adressés aux partis de gauche ou plutôt une attaque délibérée de leurs adversaires avant 1972 était, en effet, qu'ils ne seraient pas en mesure de gouverner ensemble vu leurs programmes divergents. Toutefois, plus de quatre ans après son adoption, ce programme commun est resté le texte de référence des trois partis de l'Union de la gauche, surtout des communistes, qui ont lutté en tout cas depuis 1964 pour qu'il soit élaboré et adopté. Ce programme commun est le résultat d'un compromis entre les deux partis ouvriers. Il comprend la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier et, dans le secteur industriel, de grandes entreprises qui sont nommées : le parti communiste aurait voulu aller plus loin et prévoir la nationalisation de l'ensemble de la grande industrie. Sur le plan des institutions, le programme commun prévoit le respect du verdict du suffrage universel, garantie demandée par le parti socialiste avec le souvenir des expériences de Front national dans l'Est de l'Europe. Le parti communiste a obtenu, par le contrat de législature, l'engagement que les élus

de l'Union de la gauche ne voteraient pas en faveur d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité ; le parti communiste veut ainsi se prémunir contre un renversement d'alliance pratiqué par ses partenaires lors du Front populaire et du Front national. L'accord sur des mesures sociales plus avancées et le retour à l'école laïque intégrale n'a pas posé de gros problèmes. Par contre, la politique étrangère reste une zone de compromis équivoques. La France devrait rester membre de l'Alliance atlantique et de la Communauté économique européenne, tout en travaillant à une indépendance vis-à-vis des alliances et à un maintien du droit de veto dans les institutions de la Communauté ; la politique nucléaire prévoit le maintien d'une force de frappe tactique et cette politique extérieure est complétée par une déclaration visant à mettre fin à la politique néo-colonialiste de la France.

L'Union de la gauche a permis aux partis qui la composent d'obtenir de bons résultats aux élections législatives de 1973 et surtout d'amener son candidat, François Mitterand, leader du parti socialiste, tout près de cinquante pour cent des suffrages lors des élections présidentielles de 1974. Immédiatement après ces élections, le parti socialiste étendait son influence à la fois sur sa gauche, en ralliant à ses rangs une partie importante des militants du petit parti socialiste unifié et des militants de la Confédération française démocratique du travail et sur sa droite, des gaullistes qui refusaient de s'identifier au président conservateur Giscard d'Estaing. Les effectifs du parti socialiste croissaient, bien qu'il restât limité à environ un tiers des adhérents du parti communiste – environ cent cinquante mille contre quatre cent cinquante mille en 1975. Sur le plan électoral, la croissance était encore plus nette : les élections cantonales de 1976 allaient en témoigner : 26,5% des voix aux socialistes contre 23% aux communistes au premier tour. Pour la première fois depuis 1945, le parti socialiste dépassait le parti communiste dans une compétition électorale. C'est dans ce contexte de croissance du parti socialiste qu'à la fin octobre 1974 fut tenu un congrès extraordinaire du parti communiste. Ce parti attaquait les prétentions du parti socialiste à devenir le premier parti de France et celle de vouloir s'implanter davantage en milieu ouvrier ; il s'en prenait également à l'antisoviétisme. Ce thème, d'ailleurs avait été affirmé par le parti communiste tant à la Conférence des partis communistes de l'Europe occidentale (26-28 janvier 1974) que lors d'une campagne contre *le Nouvel Observateur*, organe pro-socialiste, à propos de Soljénitsyne. D'autre part, le congrès reprenait un thème lancé en juillet 1974, celui de l'union du peuple de France dont l'Union de la gauche ne serait que le noyau, tout en accusant les socialistes de ne plus se référer au programme commun. Le soutien au parti communiste portugais, qui détenait alors une influence jugée très importante dans le gouvernement Gonçalvès, alors que le parti socialiste français, critiquant le néo-stalinisme du parti communiste portugais et son attitude équivoque à l'égard des libertés publiques, soutenait en compagnie des partis communistes italien et espagnol le parti socialiste portugais, suscita au printemps 1975 d'âpres débats entre les deux partis ouvriers français.

Ces attaques et ces controverses particulièrement virulentes de l'automne 1974 à l'automne 1975 posèrent la question de savoir si le parti communiste

avait changé véritablement – comme il avait tenté de le montrer lors de l'opération « portes ouvertes », parti « à cœur ouvert » que symbolisa en 1974 la publication de l'ouvrage d'André Harris et Alain de Sédouy<sup>35</sup> – et s'il serait surtout un partenaire loyal dans un gouvernement d'union de la gauche. La question de la loyauté ne concerne pas tellement la fidélité à la coalition – à ce point de vue, si l'on se réfère aux expériences de Front populaire et tout particulièrement du Front national, le parti communiste n'a pas de leçons à recevoir de ses partenaires, mais plutôt à en donner – que la garantie que le parti communiste français n'utilisera pas ses positions dans l'appareil d'État pour le conquérir de l'intérieur à l'instar du parti communiste espagnol durant le Front populaire, des partis communistes de l'Est européen durant le Front national et surtout du parti communiste portugais en 1974–75. Or le soutien inconditionnel au parti communiste portugais prêtait à équivoque ainsi que de nombreuses déclarations de dirigeants du parti donnant comme exemple de démocratie pluraliste précisément les expériences de Front national qui ont réduit les autres partis à des succursales du parti communiste. Même si le parti communiste avait critiqué l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, il n'en reste pas moins que les violentes accusations d'antisoviétisme proférées contre ceux parmi les socialistes qui voulaient aller au fond des choses et dénoncer les caractéristiques manifestement antisocialistes de certaines institutions et pratiques de l'URSS prêtaient aussi à équivoque.

Tout en maintenant une attitude critique à l'égard du parti socialiste, le parti communiste est entré dans une nouvelle phase d'ouverture et de réassurance de sa bonne foi à partir, semble-t-il, de l'entrevue Marchais–Berlinguer du 15 décembre 1975. À son congrès – le XXII<sup>e</sup> – de janvier 1976, tout en réaffirmant son allégeance à l'union de la gauche, noyau toutefois d'une problématique union du peuple de France, le parti communiste abandonnait la référence à la dictature du prolétariat. Soit dit en passant, personne n'a noté que le parti communiste portugais avait lui aussi dès 1974 rayé de son programme la référence à la dictature du prolétariat, ce qui ne l'a pas empêché de pratiquer une politique de conquête de l'intérieur de l'appareil d'État. Au printemps 1976, l'ouverture du parti communiste français à l'Église catholique et aux gaullistes témoignait également de cette politique destinée à réassurer. Enfin, les partis de l'union de la gauche se mettaient d'accord sur des listes d'union lors des élections municipales de 1977<sup>36</sup>.

35. *Voyage à l'intérieur du parti communiste*, Paris, Seuil, 1974.

36. *Le Monde*, 1965–1976 ; *l'Humanité*, 1975–1976 ; *le Figaro*, 1975–1976 ; *le Quotidien de Paris*, 1976 ; *le Nouvel Observateur*, 1966–1976 ; Étienne FAJON, *L'union est un combat*, Paris, Éditions sociales, 1975 ; Georges MARCHAIS, *Le défi démocratique*, Paris, Grasset, 1973 ; Jean POPEREN, *L'Union de la gauche (1965–1973)*, Paris, Fayard, 1975 ; Milorad POPOV, « France », dans *Yearbook of International Communist Affairs* (Stanford), 1975, pp. 158–172 ; François FEJTÖ, « Sur l'évolution du parti communiste français », *Études internationales*, vol. VI, n° 3, septembre 1975, pp. 355–362 ; Roy C. MACRIDIS, « The French CP's Many Faces », *Problems of Communism*, vol. XXV, n° 3, mai–juin 1976, pp. 59–64. Je remercie mon assistant, M. Carlos Enriquez, pour l'aide apportée à rassembler une partie des matériaux tirés du *Monde* pour écrire la partie consacrée à la France.

## C – Italie

Il peut paraître étonnant de traiter de l'Italie puisqu'il n'y existe pas formellement d'union de la gauche, bien que partis socialiste et communiste collaborent à la gestion de régions et de municipalités. Cependant, ce pays, qui, paradoxalement, a vu la rupture d'une union étroite entre partis communiste et socialiste, précisément en 1956, alors que le mouvement communiste international adoptait cette stratégie, est témoin depuis les récentes élections législatives de juin 1976 d'une expérience gouvernementale démocrate-chrétienne qui ne peut se dérouler que par l'abstention du parti communiste. C'est en septembre-octobre 1973, peu après la fin tragique du gouvernement d'unité populaire au Chili, que le secrétaire général du parti communiste italien (PCI), Berlinguer, a lancé l'idée du « compromis historique ». Estimant que, même avec une majorité de 51%, les partis communiste et socialiste ne seraient pas assez forts dans le pays, il jugeait nécessaire un accord avec le parti démocrate-chrétien. S'inspirant de l'idée fondamentale du grand leader et penseur du parti des années vingt et trente, Antonio Gramsci, selon laquelle le prolétariat doit exercer son hégémonie dans la société civile avant de prendre le pouvoir<sup>37</sup>, Berlinguer considère que, dans une période transitoire, le parti communiste doit collaborer avec le parti démocrate-chrétien. D'une manière générale, les dirigeants du parti communiste italien pensent que de toute façon la démocratie chrétienne est en déclin. De plus, une partie de celle-ci, très proche des partis communiste et socialiste, fait partie de la gauche : c'est la tendance liée à la Confédération italienne des travailleurs, la deuxième centrale syndicale en importance du pays après la Confédération générale du travail (CGT) de tendance surtout communiste mais aussi socialiste. De fait, cette stratégie du « compromis historique » consiste à revenir au Front national, mais dans une situation où le poids électoral du parti communiste est beaucoup plus fort (34,4% aux élections législatives de 1976) et son implantation dans le pays, grâce aux gouvernements régionaux et aux municipalités, influencent la vie d'environ vingt-cinq millions d'Italiens (sur cinquante-quatre). Stratégie de la conquête lente et patiente d'une influence prépondérante dans la société, le « compromis historique » veut éviter toute réaction qui précipiterait le pays, à la faveur de la crise économique actuelle, de la corruption politique et de la criminalité, dans une situation où non seulement un coup de force néo-fasciste bien improbable serait à craindre, mais où la démocratie chrétienne rejetée vers l'extrême-droite donnerait naissance à une sorte de fascisme populaire capable de gagner des élections et d'écraser la gauche.

Les élections de juin 1976 ont amené une situation de « compromis historique » rampant. Le gouvernement démocrate-chrétien gouverne avec l'accord du parti communiste, qui a accédé à la présidence de l'Assemblée nationale en la personne du leader de son aile gauche, Ingrao, et dont les députés s'abstiennent après que, préalablement, le gouvernement consulte le leader du parti avant la

37. Jean-Marc PIOTTE, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Parti Pris, 1970.

présentation de projets importants. Curieuse phase où le parti démocrate-chrétien refuse officiellement l'alliance avec le parti communiste, tout en pratiquant une alliance de fait. La faiblesse du parti socialiste (9,6% aux élections de juin 1976) le réduit à un rôle de comparse. Il semble que partis communiste et démocrate-chrétien – avec l'aide du parti socialiste – sont condamnés en Italie à la collaboration s'ils veulent respecter tous deux la démocratie parlementaire<sup>38</sup>.

## D – Espagne

En Espagne, la création, le 26 mars 1976, d'une organisation faitière unique des partis de gauche et du centre, la Coordination démocratique, est le résultat d'un long processus. Le parti communiste espagnol, qui était resté, de 1944 à 1947, passablement isolé dans sa tentative d'organiser un front national pour la lutte armée contre le régime franquiste, a tenté en tout cas depuis le début des années soixante, sous la direction de son secrétaire général, Santiago Carillo, de regrouper l'opposition au régime. Parti qui s'est montré un des plus critiques à l'égard de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, le parti communiste espagnol a défini une stratégie au fond très proche de celle du « compromis historique » italien, celle de rechercher une alliance qui permettrait l'établissement d'une démocratie parlementaire en Espagne. En novembre 1971, son satellite, le parti socialiste unifié de Catalogne, réussit à conclure une alliance avec des formations autonomistes. Le VIII<sup>e</sup> congrès du parti, tenu à la fin de 1972, lança le mot d'ordre de « Pacte pour la liberté » : ce projet aurait dû regrouper les forces de l'opposition en vue de travailler à un changement de régime en évitant la guerre civile. Le moyen susceptible de provoquer finalement ce changement aurait été la grève générale pacifique. Durant 1973 et les premiers mois de 1974, le parti communiste rassemble patiemment sur le plan local et régional des organisations de l'opposition pour former des alliances. Mais il ne parvient pas à convaincre les deux autres forces principales de l'opposition : le parti socialiste ouvrier et la gauche démocratique (démocratie chrétienne de gauche). Le 3 juillet 1974, dans une conférence de presse, le secrétaire général du parti socialiste ouvrier, Felipe Gonzales, exprime sa méfiance à l'égard de la méthode communiste de constituer des rassemblements organiques de l'opposition et prône plutôt des actions unitaires. Il indique que son parti s'assigne pour tâche de regrouper d'abord les socialistes et ensuite seulement les forces antifranquistes. Il faut dire que le parti ouvrier socialiste était en pleine expansion après le changement de direction de 1972 qui avait vu les militants de l'intérieur dirigés par Gonzales prendre le pas sur ceux de l'extérieur accrochés à une perception des choses datant de la guerre civile.

C'est ainsi que la Junte démocratique que constitue le parti communiste le 29 juillet 1974 ne regroupe que le petit parti socialiste populaire, dissident et

38. *Le Monde*, 1965–1976 ; *l'Humanité*, 1975–1976 ; Dante GERMINO, « Italy », *Yearbook on International Communist Affairs*, op. cit., pp. 210–215 ; John FRASER, « Enrico Berlinguer et la transition vers la transition », *Études internationales*, vol. VI, n° 3, septembre 1975, pp. 318–333.



sans implantation sérieuse en dehors des milieux intellectuels, les monarchistes libéraux, des personnalités de la droite libérale, deux petites organisations ouvrières (Alliance socialiste et parti communiste internationaliste) et le parti carliste qui s'en retirera en avril 1975. Le parti socialiste ouvrier juge prématuré ce regroupement, où il ne voit d'ailleurs que le parti communiste entouré de quelques personnalités de toutes tendances et sans organisations véritables. Au cours de septembre 1974, le parti socialiste ouvrier négocie avec la Gauche démocratique la possibilité d'un regroupement ; l'initiative vient de la Gauche démocratique et d'une petite Union social-démocrate, mais la répugnance du parti socialiste ouvrier fait échouer ce projet de conférence démocratique. Cependant, ces partis finissent par constituer en juin 1975 la Plate-forme nationale de convergence démocratique dans laquelle ils réussissent à englober, en outre, le parti carliste, le parti nationaliste basque (de tendance démocrate-chrétienne et constituant le gouvernement basque en exil depuis la Guerre civile), les groupes démocrates-chrétiens de Catalogne et de Valence, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (chrétiens de gauche), le Groupe social-démocrate catalan et même le Mouvement communiste d'Espagne (de tendance maoïste). Incontestablement, de par la présence à la fois du parti socialiste ouvrier et de la Gauche démocratique, la Convergence démocratique est plus représentative que la Junte démocratique où le parti communiste reste une fois de plus isolé.

Les objectifs des deux organisations sont à peu près semblables et, l'imminence de la mort de Franco aidant, elles parviennent, le 30 octobre 1975, à un accord de coordination démocratique où leur position commune s'exprime en faveur d'une « rupture démocratique » par le truchement du suffrage universel conduisant à l'établissement d'un « système démocratique pluraliste basé sur la souveraineté populaire <sup>39</sup> ». En janvier 1976, les deux organisations resserrent encore leurs liens et finissent par se fusionner, comme nous l'avons vu, le 26 mars 1976. Désormais dotée d'une commission exécutive, la Coordination démocratique s'applique à regrouper l'ensemble de l'opposition : c'est ainsi qu'en septembre 1976 elle réussit à rassembler soixante-dix-neuf partis et organisations lors d'une conférence. Les problèmes de l'autonomie régionale de la Catalogne, du pays basque et de la Galicie y suscitent des divergences, mais la Coordination démocratique peut annoncer qu'on prépare un gouvernement d'alternative démocratique qui pourrait éventuellement sortir des élections prévues pour le printemps 1977, si l'opposition les gagnait <sup>40</sup>.

39. « Document commun signé le 30 octobre 1975 par la Junte démocratique et la Plate-forme de convergence démocratique », *le Monde*, 4 novembre 1975.

40. *Mundo Obrero* (1965-1976) ; *Nuestra Bandera* (1965-1976) ; *le Monde* (1965-1976) ; *The New York Times* (1965-1976) ; *Yearbook on International Communist Affairs* (1965-1975) ; Santiago CARILLO, « L'opposition à la dictature franquiste se renforce », *La Nouvelle Revue Internationale*, n° 89, janvier 1966, pp. 41-46 ; Kevin DEVLIN, « The Catholic-Communist Dialogue », *Problems of Communism*, vol. XV, n° 3, mai-juin 1966, pp. 31-38 ; Francisco ANTON, « Une alternative démocratique à la dictature franquiste », *La Nouvelle Revue Internationale*, n° 115, mars 1968, pp. 118-125 ; Guy HERMET, *Les communistes en Espagne*, Paris, Colin, 1971 ; Dolores IBARRURI, « Hier et aujourd'hui en Espagne », *La Nouvelle Revue Internationale*, n° 168, août 1972, pp. 208-219 ; Sebas-

## E – Portugal

Au Portugal, le renversement du régime autoritaire par le Mouvement des forces armées (MFA), le 25 avril 1974, a permis au parti communiste et au parti socialiste de sortir de la clandestinité. Les deux formations n'avaient pas la même force : le parti communiste comptait environ un millier de militants et était bien implanté parmi les ouvriers agricoles de l'Alentejo et les travailleurs de la région de Lisbonne, alors que le parti socialiste ne comptait que quelques dizaines de militants. Mais ce parti a crû très rapidement, à un rythme vertigineux, pour atteindre en 1974 déjà environ cent mille membres, laissant derrière lui le parti communiste. Dès son retour au Portugal, immédiatement après la révolution, le leader du parti socialiste, Mario Soares, déclare qu'il ne participera pas à un gouvernement dont les communistes seraient exclus. De fait, le gouvernement formé alors est une coalition de membres du MFA, de communistes, de socialistes et de libéraux. Le parti communiste, qui est très proche du parti communiste soviétique dont il n'a jamais discuté les politiques, adopte dès avril 1974 une stratégie consistant à rester très uni au MFA, tout en conquérant des positions à l'intérieur de l'appareil d'État. Grâce au ministère du Travail qu'il détient, le parti communiste impose le monopole de l'Intersyndicale qu'il contrôle et à qui il remet les structures du syndicat corporatiste du régime précédent. Il applique une politique de discipline au travail et d'antigrève qui n'est pas sans rappeler le « produire, d'abord » des communistes italiens et surtout français de l'époque du Front national. Cette pratique provoque des réactions des travailleurs qui profitent au parti socialiste et aux groupes gauchistes, faisant d'ailleurs souvent front dans les élections syndicales où le parti communiste perd du terrain. Ce parti, aidé de son satellite, le Mouvement démocratique portugais – ancienne Commission électorale démocratique qui regroupait une très grande partie de l'opposition avant le 24 avril 1974 et dans laquelle ne sont restés que des compagnons de route ou des membres « sous-marins » du parti communiste – conquiert d'importantes positions dans les conseils municipaux par voie de nominations.

En juillet 1974, un tournant important a lieu lorsque le colonel Vasco Gonçalves devient premier ministre. Cet officier se révélera un sympathisant communiste qui favorisera l'implantation de ce parti dans l'appareil d'État. En septembre 1974, le président Spínola est contraint de démissionner, étant plus ou moins mêlé à un projet de coup d'État qui a avorté. Le gouvernement Gonçalves accentue la législation antigrève et suspend des journaux gauchistes avec l'approbation du parti communiste et les protestations du parti socialiste. Après la

---

tian ZAPIRIAN, « Le 8<sup>e</sup> Congrès du parti communiste », *La Nouvelle Revue Internationale*, n° 173, janvier 1973, pp. 191-198 ; Eusebio M. MUSAL-LEON, « Spanish Communism in the 1970s », *Problems of Communism*, vol. XXIV, n° 2, mars-avril 1975, pp. 43-55 ; Guy HERMET, « Le parti communiste d'Espagne... », *Études internationales*, vol. VI, n° 3, septembre 1975, pp. 363-374 ; Ronald FRASER, « Spain on the Brink », *New Left Review*, n° 96, mars-avril 1976, pp. 3-33. Je remercie mon assistante, M<sup>lle</sup> Diane Lamoureux, pour l'aide apportée à rassembler la plupart des matériaux nécessaires à la rédaction de la partie consacrée à l'Espagne, qui a bénéficié également du travail effectué par M<sup>lle</sup> Pauline Vanasse, étudiante de mon séminaire d'études avancées de l'automne 1975.

répression d'une autre tentative de coup d'État de droite en mars 1975, le printemps voit de sérieux affrontements à propos de l'affaire *Republica*, ce journal de tendance socialiste dont les typographes se saisissent avec l'approbation tacite de Gonçalves et des communistes. Mais les élections à l'Assemblée constituante, qui ont lieu le 24 avril 1975, révèlent un parti communiste beaucoup plus faible que la plupart des observateurs ne l'attendaient : 12,53% des voix et 4,2% pour le Mouvement démocratique, son satellite, ce qui donne respectivement 30 et 5 sièges. Par contre, le parti socialiste manifeste une vitalité très grande en obtenant 37,8% des voix et 116 sièges sur 250. Les deux partis ouvriers s'étaient engagés ainsi que le parti populaire démocrate – qui a obtenu 26,38% des voix et 81 sièges – avant les élections à laisser au MFA un rôle après le scrutin et à respecter un certain nombre de principes dans l'élaboration de la constitution. Le triomphe du parti socialiste aux élections amène son leader, Mario Soares, à réclamer un rôle plus important dans le gouvernement et des garanties sérieuses concernant les libertés de la presse et syndicales. De sérieux heurts se produisent avec le parti communiste quand, le 1<sup>er</sup> mai, on veut empêcher Soares d'être à la tribune des célébrations de la Fête du Travail aux côtés de Cunhal et Gonçalves. Le parti socialiste se retire bientôt du gouvernement, suivi par le parti populaire démocrate. Tandis que le parti socialiste mobilise ses militants dans de puissantes démonstrations, la crise éclate dans le MFA et l'armée. Le Groupe des neuf, dirigé par le major Antunes, finit par isoler Gonçalves et celui-ci est contraint à démissionner à la fois de la direction du gouvernement et de l'état-major, durant l'été « chaud » de 1975.

Un gouvernement de coalition dirigé par un autre militaire et comprenant les partis socialiste, communiste et populaire démocratique remplace le gouvernement Gonçalves. Une tentative de coup d'État d'extrême-gauche est écrasée le 25 novembre 1975. Les élections législatives du 25 avril 1976 voient à nouveau une victoire du parti socialiste qui obtient 35% des voix et 108 sièges sur 263, tandis que le parti communiste, qui a absorbé le Mouvement démocratique, n'obtient que 14,5% de voix et 40 sièges. Le parti populaire démocrate obtient 73 sièges, le Centre démocratique et social (droite) 41 et l'Union démocrate populaire (maoïste) 1. Après l'élection du président de la République portugaise, le général Eanes, par 61% des voix, Mario Soares constitue le gouvernement en juillet 1976. Il s'agit d'un gouvernement socialiste homogène. Les socialistes de toute tendance estiment impossible une coalition avec le parti communiste à la suite de la politique menée par ce parti, tout spécialement au printemps et au début de l'été 1975. Tout en rejetant une alliance avec le centre (parti populaire démocrate qui a changé son nom en parti social-démocrate), le parti socialiste estime que le parti communiste reste trop « stalinien » pour collaborer avec lui et de plus l'accuse d'avoir cherché à éliminer les socialistes durant le printemps 1975. Le parti communiste prône maintenant la coalition des deux partis ouvriers, mais sa stratégie de 1974-75, qui consistait à investir le jeune appareil d'État en collaborant étroitement avec les militaires qui lui étaient favorables au détriment du parti socialiste si c'était nécessaire, l'a amené dans son isolement

actuel<sup>41</sup>. L'expérience d'union démocratique ou de gauche de 1974 à 1976, qui englobait aux côtés des partis le MFA, s'est donc révélée un échec au Portugal puisqu'elle a abouti à une séparation et à un antagonisme très fort entre les partis ouvriers.

## F – Chili

Reste à traiter le cas du Chili que nous avons gardé pour la fin parce qu'il pose un certain nombre de problèmes spécifiques. Le premier – et non des moindres – est qu'il est la seule expérience importante d'union de la gauche ou démocratique qui a eu lieu en dehors de l'Europe. Le deuxième est que partis socialiste et communiste ont pratiqué alliance sans l'interruption, à notre connaissance, provoquée en Europe par la guerre froide et l'intervention soviétique en Hongrie. Le troisième est que le parti socialiste chilien n'était pas membre de l'Internationale socialiste, bien que toutefois il entretenait des liens bilatéraux avec des partis socialistes européens. Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que le Chili a suscité, durant la période où Salvador Allende en a été le président, des espoirs sans commune mesure avec les objectifs de l'Unité populaire et la situation historique concrète. Bien des observateurs ont projeté dans l'expérience chilienne leurs propres désirs et aspirations ; toute une littérature sur l'Unité populaire réside davantage sur la mentalité de leurs auteurs que sur cette expérience historique tragique. Cela dit, l'Unité populaire fut une expérience d'union de la gauche et démocratique dans un pays qui avait connu déjà au pouvoir un Front populaire dans les années trente et un Front national dans les années quarante. Il faut être parfaitement clair sur les circonstances de l'élection à la présidence de Salvador Allende. Aux élections présidentielles de 1970, Salvador Allende, qui n'en est pas à sa première tentative, obtient 36,3% des voix contre 34,8% au candidat du parti national (droite) et 27,8% au candidat démocrate-chrétien. Comme aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, la constitution chilienne prévoit que l'élection du président doit être faite par la Chambre des députés. Or ce parlement, issu des élections législatives de mars 1969, ne compte que 61 députés de l'Unité populaire (communistes, socialistes, radicaux et diverses petites formations de gauche) sur 150 contre 56 députés démocrates-chrétiens et 33 du parti national. Les démocrates-chrétiens votent pour Allende qui est donc autant leur élu que celui de l'Unité populaire,

41. *Le Monde*, 1974–1976 ; *l'Humanité*, 1975–1976 ; *le Nouvel Observateur*, 1974–1976 ; H. Leslie ROBINSON, « Portugal », *Yearbook on International Communist Affairs*, 1975, pp. 228–236 ; Kenneth MAXWELL, « Portugal under Pressure », *The New York Review of Books*, 29 mai 1975, pp. 20–30 ; Arnold HOTTINGER, « The Rise of Portugal's Communism », *Problems of Communism*, juillet–août 1975, pp. 1–17 ; Paul M. SWEEZY, « Class Struggles in Portugal », *Monthly Review*, septembre 1975, pp. 1–26 ; « The MFA as a National Liberation Movement » (document, 21 juin 1975) ; *ibid.*, pp. 27–38 ; Philippe SCHMITTER, « Le parti communiste portugais », *Études internationales*, vol. VI, n° 3, septembre 1975, pp. 375–388 ; Orina FALLACI, « Disintegrating Portugal : An Interview with Mario Soares », *The New York Review of Books*, vol. XXII, n° 18, 13 novembre 1975, pp. 23–30. Nous avons bénéficié aussi des interviews réalisés au Portugal durant l'été 1975 par notre assistant, M. Michel Duquette, grâce à une subvention du Centre interuniversitaire d'études européennes.

non sans qu'il y ait eu négociation entre les deux formations. Ce n'est pas le « compromis historique » à l'italienne, mais c'est quasiment un « compromis historique » rampant sauf que, dans ce cas-là, c'est la démocratie chrétienne qui le fait et que le gouvernement Allende doit s'attendre à dépendre des votes démocrates-chrétiens pour faire passer des lois. Bien des observateurs semblent complètement faire abstraction de cet accord initial qui ne peut que conditionner toute la période de l'Unité populaire (1970-1973) pour ne retenir que le côté expérience soi-disant socialiste originale.

À moins de briser la légalité, ce qu'un Allende, démocrate intransigeant, ne veut pas faire, il est contraint de composer avec la démocratie chrétienne. Mais il ne conclut pas un accord politique solide avec ce parti en faisant des compromis sur un programme de gouvernement. Cherchant à appliquer le programme de l'Unité populaire en lâchant le moins de lest possible, pressé par les mouvements populaires – d'occupation des terres par exemple –, devant donner des gages de son respect de la démocratie à une armée et à une bourgeoisie dont de nombreux éléments conspirent dans l'ombre, Allende et l'Unité populaire peuvent espérer que la dynamique même des espoirs que cette présidence a suscités parmi les masses leur amènera un soutien populaire accru. Et, en effet, les élections législatives du 4 mars 1973, qui voient les partis de l'Unité populaire recueillir 43,4% des voix, témoignent de cette montée de popularité. Mais on connaît la suite. Avec le soutien de la *CIA*, qui n'a cessé de verser des sommes considérables aux partis et aux groupes d'opposition comme ces propriétaires de camions qui paralysèrent le ravitaillement du pays par un arrêt de travail prolongé, les officiers supérieurs de l'armée déclenchent le coup d'État qui tourne rapidement en une contre-révolution de caractère néo-fasciste<sup>42</sup>. Il faut noter que c'est la seule expérience d'alliance englobant partis socialistes et communistes qui est restée unie jusqu'à son terme. En effet, on a vu en Espagne, dans un cas aussi d'écrasement d'une alliance de gauche par l'extrême-droite, l'effritement progressif du Front populaire. Au Chili, partis socialiste et communiste et leurs alliés sont restés unis jusqu'à l'écrasement et ont d'ailleurs gardé cette unité dans la lutte clandestine actuelle contre le régime néo-fasciste de Pinochet. Sur l'exercice du pouvoir lui-même par Allende et l'Unité populaire, il aurait été imaginable, tout en respectant la démocratie, fort du soutien croissant des masses, d'armer des milices ouvrières et paysannes pour défendre la démocratie et la future transition vers le socialisme démocratique. Mais le président et l'Unité populaire ont probablement surestimé la loyauté de l'armée ou, s'ils ont eu des soupçons, n'ont pas pu ou osé se donner les moyens d'agir.

\* \* \*

Les trois expériences d'union de la gauche ou démocratique qui ont exercé le pouvoir ont donc échoué : l'une, la chilienne, écrasée par l'extrême-droite, les

42. *Le Monde* (1970-1973) ; *le Nouvel Observateur* (1970-1973) ; *The New York Times* (1970-1973) ; *les Temps modernes*, vol. 29, n° 323, juin 1973, pp. 1929-2134 ; Paul E. SIGMUND, « Chile : Two Years of Popular Unity », *Problems of Communism*, vol. XXI, n° 6, 1972, pp. 38-51 et « Allende in Retrospect », *Problems of Communism*, vol. XXIII, n° 3, 1974.

deux autres, la finnoise et la portugaise, par la désunion entre les partis. L'expérience italienne n'est qu'à peine amorcée, même pas encore formalisée. En France et en Espagne, ces unions sont dans l'opposition et cette lutte renforce leur unité malgré des divergences. Il est important aussi de noter le caractère diversifié de ces différentes expériences de collaboration : l'union s'étend plus ou moins vers la droite selon les pays. Georges Marchais soulignait lui-même, dans son rapport au Comité central de son parti, lors de la présentation du programme commun qu'il venait de signer avec le parti socialiste, que l'expérience d'union de la gauche en France

ne sera pas de même nature que ce qui s'est passé en Finlande, ou se passe au Chili. Les conditions sont très différentes<sup>43</sup>.

Les conditions sont, en effet, diverses, mais les partis communistes ou du moins leurs politiques aussi. Quant aux partis socialistes, leur diversité d'orientation est un de leurs traits de caractère permanents depuis leur fondation et qui n'a fait que s'accroître avec le temps. Mais, pour revenir aux partis communistes, le fait nouveau de l'époque des unions de la gauche par rapport à celles des fronts uniques, fronts populaires et fronts nationaux est leur diversité d'orientation. La pierre de touche de ces différences est incontestablement l'attitude à l'égard de l'Union et du parti communiste soviétiques. Que de divergences entre un parti communiste portugais inconditionnellement pro-soviétique, et un parti communiste espagnol et un parti communiste italien qui ne ménagent pas leurs critiques à l'Union soviétique pour son intervention en Tchécoslovaquie et ses atteintes à la liberté de pensée. Les partis communistes français et finlandais occupent une position intermédiaire sur ces questions, parce que divisés. Sur la question de l'utilisation de l'appareil d'État et du respect des libertés, on a vu, au printemps 1974, partis communistes italien et espagnol soutenir le parti socialiste portugais, alors que le parti communiste français apportait son soutien au parti communiste portugais. Toutefois, il ne faudrait pas surestimer ces divergences et oublier les positions communes : c'est ainsi, par exemple, que les partis communistes italien et portugais n'ont tous deux pas remis en cause la participation de leurs pays à l'OTAN de même que le parti communiste français a admis la continuation de la participation de la France à l'Alliance atlantique. Dans leur structure, tous les partis communistes sont restés très centralisés. Le contrôle de la base sur le sommet et l'appareil reste illusoire. Mais par delà différences et traits communs, les partis communistes n'ont plus, depuis la déstalinisation – partielle – de 1956, un modèle et un guide sûrs qui leur permettent de suivre une voie rigide. Ils sont quasiment condamnés à inventer la voie à tracer. D'autant plus que, dans les pays industriellement avancés, des changements technologiques importants se sont produits qui ont changé les structures des classes laborieuses et leurs habitudes de vie. Les réflexions que certains socialistes avaient déjà faites, parce que non prisonniers du dogmatisme, les dirigeants des partis communistes sont pratiquement contraints aujourd'hui de les faire.

---

43. Georges MARCHAIS, « Rapport au Comité central, Paris, 29 juin 1972 », dans E. FAJON, *op. cit.*, p. 114.

## CONCLUSION

Au terme de ce travail descriptif et exploratoire sur les expériences de collaboration entre partis communistes et socialistes depuis 1920, il convient de tirer quelques conclusions très provisoires.

Tout d'abord, la coupure très nette qui a lieu après le Front unique (1920-1923) qui fait, des expériences ultérieures de collaboration entre partis socialistes et communistes, des phénomènes fort différents : il ne s'agit plus d'alliances exclusives des partis se réclamant de la classe ouvrière, mais de combinaisons qui englobent des partis bourgeois d'abord de gauche (fronts populaires), puis de toutes tendances, à l'exception de l'extrême-droite fasciste. L'explication de ce changement réside, comme nous l'avons vu, principalement dans la subordination des partis communistes à la politique soviétique. Mais, en même temps, les partis communistes, comme les partis socialistes de droite en avaient fait l'expérience dès 1914, prennent l'habitude de participer à des gouvernements de coalition avec des fractions de la bourgeoisie. Lorsqu'après 1956, ces partis s'affranchissent, à des degrés divers et par la force des choses, du parti communiste soviétique, ils reprennent, avec son approbation d'ailleurs, une politique qu'ils avaient abandonnée en 1947 avec beaucoup de regret.

Deuxième constatation : l'échec de toutes ces tentatives, mais pour des raisons diverses. L'écrasement par la force de ces alliances, qui est aujourd'hui un sujet de préoccupations et de spéculations, est rare. Mis à part le cas des deux gouvernements régionaux allemands en 1923, qui a eu lieu dans le cadre plus général de la répression exercée contre le parti communiste allemand, les deux seules contre-révolutions qui mettent fin aux alliances de gauche sont l'espagnole, en 1936-1939 et la chilienne, en 1973. Dans un seul cas, le parti communiste se retire de la coalition : en Finlande, à deux reprises, en 1970 et 1976. Les deux causes essentielles de rupture proviennent soit de la décision des partis bourgeois ou des partis socialistes de briser la coalition, soit que le parti communiste écrase ou cherche à écraser ses partenaires pour établir un régime où il est seul au pouvoir avec tout au plus des partis satellites comme figurants. En France en 1938 et au Chili à la même époque, c'est le parti bourgeois qui rompt la coalition. Le même phénomène se répète au Chili en 1946, en Grèce en 1945, à Cuba à la même époque et en Italie en 1947. Mais en 1947, dans les autres pays d'Europe occidentale où existent des alliances de front national, c'est le parti socialiste seul ou en accord avec un parti bourgeois qui prend la même initiative. Si, au Portugal, en 1976, le parti socialiste repousse l'offre communiste de coalition, c'est bien parce que celui-ci a tenté de réduire à peu de chose l'influence du parti socialiste, alors qu'il détenait des positions importantes au gouvernement et dans l'appareil d'État en général. Mis à part le cas de la Finlande lors des récentes expériences d'unité démocratique (1965-70 et 1975-76) et du Chili sous l'Unité populaire, à notre connaissance, il semble que, chaque fois que le parti communiste a participé en tant que tel à un gouvernement de coalition, il a utilisé sa position pour noyauter l'appareil d'État

ou tenter de le faire. Rappelons-nous le cas de l'Espagne du Front populaire, des tentatives repoussées en 1944-45 d'obtenir le ministère de l'Intérieur en Europe occidentale pour contrôler la police, enfin l'utilisation de cet appareil, après l'avoir investi avec l'aide de l'autorité des troupes d'occupation ou de libération soviétiques, pour conquérir le pouvoir en Europe de l'Est et détruire par là l'alliance de front national.

Le XX<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique a produit une autre coupure importante dans la situation des partis communistes. Aujourd'hui, ces partis n'adoptent pas forcément la politique étrangère de l'Union soviétique, comme cela a été le cas aux époques du Front populaire et du Front national. S'ils le font, comme dans le cas portugais, c'est de leur propre initiative. Dans les trois cas actuels - Espagne, Italie, France - où le rôle d'alliances d'union démocratique sera important dans les prochaines années, les partis communistes ont pris des positions plus ou moins nuancées vis-à-vis de l'URSS. Le parti communiste espagnol est allé jusqu'à une rupture temporaire avec le parti communiste soviétique à la suite de sa critique sans équivoque de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 et le soutien soviétique à un petit parti scissionniste. Le parti communiste italien, comme l'espagnol d'ailleurs, conçoit parfaitement la présence de son pays au sein de l'OTAN et même s'y sentirait plus en sécurité pour construire un socialisme démocratique original que dans un pays neutralisé soumis aux pressions de l'URSS. Le parti communiste français est plus nuancé, mais depuis son très net rapprochement avec le parti communiste italien en décembre 1975, ses critiques à l'égard des manquements aux libertés en URSS sont devenues plus acerbes.

De 1920 à aujourd'hui, les structures socio-économiques ont connu des transformations profondes. En quoi ces changements ont-ils influé sur la nature des alliances ? Il y a eu certainement des effets directs : la crise économique du début des années trente en Europe, par les bouleversements qu'elle a entraînés, a poussé les travailleurs et certains éléments des classes moyennes à soutenir le Front populaire en France et en Espagne. Mais cet effet n'était plus automatique : il fallait que la volonté des partis l'utilise, sinon, comme le cas entre autres de l'Allemagne l'a montré, un parti nazi pouvait l'utiliser à son profit. Les grands bouleversements socio-économiques provoqués par la guerre ont canalisé vers le Front national de larges masses que, d'ailleurs, comme nous l'avons vu, une alliance restreinte aux partis et mouvements ouvriers et progressistes aurait pu, peut-être encore plus facilement, capter dans quelques pays européens. Enfin, aujourd'hui, la crise de l'économie mondiale, après une phase de prospérité incomparable qui a modifié profondément la structure des classes laborieuses des pays capitalistes avancés, pousse de larges masses vers les alliances d'union démocratique en France, en Espagne et en Italie. Mais il y a aussi de nombreux effets indirects qu'il est très difficile de cerner. Par exemple, en quoi ces transformations socio-économiques ont-elles modifié le rôle de l'État et, par là, des partis qui en briguent en coalition la direction ? En quoi aussi ont-elles modifié la clientèle de ces partis ? Il y a nombre de questions auxquelles seule une recherche minutieuse et de longue haleine peut donner réponses.



L'évolution des structures du système international est un autre facteur d'importance qui influe sur les différents types d'alliance. Nous avons vu combien la politique soviétique avait été déterminante jusqu'à un certain point dans la conclusion et le déroulement des alliances de front populaire et de front national. Mais il y a d'autres aspects : le fait, par exemple, que l'Europe ne joue plus le rôle central qu'elle avait dans la politique mondiale des années trente. Les rapports avec les États-Unis influent et influenceront certainement sur les alliances d'union démocratique actuelles, sans parler des relations avec certains pays du Tiers-Monde.

Nous avons noté que les partis communistes n'ont pas changé de structure interne depuis leur « bolchevisation » qui date environ de 1924. Ce non-changement pose un problème de confiance important à ses partenaires : comment un parti dont, en dépit de ses dénégations, les structures internes ne sont pas démocratiques respectera-t-il à coup sûr la démocratie du régime politique qu'il prétend en alliance transformer ? De plus, est-ce que les partis communistes ont vraiment une perspective nouvelle, par rapport au vieux modèle soviétique mis en place par Staline, de construction du socialisme ? C'est loin d'être clair. D'autre part, les partis socialistes n'ont pas fait la preuve non plus que leur conception du socialisme différerait fondamentalement des pratiques social-démocrates les plus efficaces comme celles de la Suède, par exemple. Enfin, et ce n'est pas la moindre question, est-il crédible de penser que des alliances qui englobent des partis bourgeois pourraient déboucher sur le socialisme ?